



REPUBLIQUE DU MALI
.....
Un Peuple-Un But- Une Foi
.....

MINISTERE DU DEVELOPPEMENT RURAL
.....

CELLULE DE PLANIFICATION ET DE STATISTIQUE DU SECTEUR DEVELOPPEMENT RURAL
.....



RAPPORT BILAN PREVISIONNEL
Campagne Agricole 2014/2015



NOVEMBRE 2014

Sommaire

LISTE DES TABLEAUX.....	4
LISTE DES GRAPHIQUES	5
SIGLES ET ABREVIATIONS	6
I. INTRODUCTION.....	7
II. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE	8
2.1. PLUVIOMETRIE ET HYDROLOGIE.....	8
2.1.1. La pluviométrie : Source Direction Nationale de la Météorologie (ANM)	8
2.1.2. L'hydrologie : Source Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH)	10
2.2. SITUATION DES CULTURES	12
2.2.1. Evolution comparée des semis de céréales en pourcentage.....	13
2.3. LA SITUATION ACRIDIENNE ET PHYTOSANITAIRE	14
2.3.1. Situation acridienne.....	14
III. SITUATION PASTORALE ET ZOO SANITAIRE.....	17
3.1. SITUATION PASTORALE	17
3.1.1 Etat des pâturages.....	18
3.1.2 Conditions d'abreuvement et état d'embonpoint des animaux.....	19
3.1.3 Evaluation de la biomasse	20
3.1.4 Mouvement des troupeaux.....	20
3.1.5 Perspectives	21
3.2. SITUATION ZOO SANITAIRE	21
3.2.1. Vaccinations effectuées.....	21
3.2.2. Le Contrôle sanitaire des animaux à la transhumance inter- Etats.....	22
3.2.3. Le Contrôle des animaux à l'importation et à l'exportation	22
3.2.4. APPUI DES PARTENAIRES.....	22
IV. IV-RESULTATS PREVISIONNELS DE LA CAMPAGNE HALIEUTIQUE ET AQUACOLE 2014-2015	22
V. PREVISIONS DE PRODUCTIONS AGRICOLES	23
5.1. RAPPEL DE LA METHODOLOGIE DE PREVISION	23
5.2. EVALUATION DE LA PRODUCTION CERELIERE 2014-2015.....	24
5.3. RAPPEL DES OBJECTIFS DE PRODUCTION DE TUBERCULES EN TONNES	27
5.4. EVALUATION DE LA PRODUCTION DES OLEAGINEUX ET COMPARAISON 2014-2015 A CELLE DE 2013/2014 ET A LA MOYENNE DE 5 DERNIERES ANNEES (2009 A 2013).....	27
5.5. EVALUATION DE LA PRODUCTION DE LEGUMINEUSE ET COMPARAISON 2014-2015 A CELLE DE 2013/2014 ET A LA MOYENNE DES 5 DERNIERE ANNEES (2009 A 2013)	28
5.6. EVALUATION DE LA PRODUCTION DE COTON 2014/2015 A CELLE DE LA MOYENNE DES 5 DERNIERES ANNEES (2003 A 2013) :.....	28
VI. ELEMENTS DU BILAN CERELIERE PREVISIONNEL	29
6.1 POPULATION AU 30/04/2015.....	29
6.2 PRODUCTION DISPONIBLE	29
6.3 NORME DE CONSOMMATION	29
6.4 STOCKS INITIAUX AU 1ER NOVEMBRE 2014	29
6.5 STOCKS FINAUX PREVUS AU 31 OCTOBRE 2015.....	30
6.6 PREVISIONS D'IMPORTATIONS ET AIDES PREVUES DU 01/11/14 AU 31/10/2015	30
6.7 PREVISIONS D'EXPORTATIONS DU 01/11/14 AU 31/10/2015.....	31

6.8	BILAN CEREALIER PREVISIONNEL 2014/2015	31
VII.	PERSPECTIVES ALIMENTAIRES ET EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES SUR LES MARCHES ET DES OFFRES PAYSANNES.....	32
7.1.	EVOLUTION DES PRIX DES CEREALES SUR LES MARCHES ET DES OFFRES PAYSANNES.....	32
7.2.	SANTE- NUTRITION	36
VIII.	VII LES ZONES A RISQUE IDENTIFIEES (EN PHASES COURANTE ET PROJETEE 2014)	38
IX.	INTERVENTIONS DE L'ETAT.....	42
9.1.	PAR RAPPORT AUX APPUIS 2014 AUX CULTURES VIVRIERES.....	42
	<i>La Subvention des intrants agricoles.....</i>	<i>42</i>
A/	LES SEMENCES.....	42
B/	LES ENGRAIS.....	42
	<i>C/ Montant des subventions des intrants agricoles</i>	<i>43</i>
	<i>D/ APPUIS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT</i>	<i>43</i>
9.2.	PAR RAPPORT AUX OBJECTIFS DE MOYEN TERME INSCRITS DANS LE PNISA.....	43
9.3.	CONCLUSION ET PERSPECTIVES.....	44

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1: récapitulatif des superficies prospectées, infestées et traitées	17
Tableau 2 : Situation vaccination de juin au 15 octobre 2014	21
Tableau 3 : Foyer des maladies enregistrées	22
Tableau 4 : Débarquements contrôlés (mise à terre) de Janvier à Octobre 2014.....	23
Tableau 5 : Production céréalière prévisionnelle	25
Tableau 6: Evolution de la production Céréalière (en tonne)	26
Tableau 7: proxys calorique par région (kcal/personne/jour)	29
Tableau 8: Production disponible (en tonne).....	29
Tableau 9:: Stocks initiaux au 1er novembre 2013 (en tonne)	30
Tableau 10 : Stocks finaux prévus au 31/10/2015 (en tonne)	30
Tableau 11: Prévisions d'importations et aides prévues 2014/2015 (en tonne)	30
Tableau 12 : Exportations prévues 2014/2015 (en tonne)	31
Tableau 13 : Bilan céréaliier prévisionnel 2014/2015 (en millier de tonne).....	31
Tableau 14 : Population totale estimée en situation courante (octobre - décembre 2014)	40
Tableau 15: Population totale estimée en situation projetée (janvier - mars 2015).....	40
Tableau 16: Mise en place des semences de maïs hybride.....	42
Tableau 17: Autres placements de semences (Partenaires).....	42
Tableau 18: Montant des subventions d'intrants agricoles	43
Tableau 19 : Répartition des productions prévisionnelles et des superficies de riz (Saison et Contre saison) selon les Offices 2014/2015.....	46
Tableau 20 : Prévision de Contre saison Céréales sèches.....	47

LISTE DES GRAPHIQUES

Graphique 1: Situation pluviométrique du mois d'Octobre	10
Graphique 2 : Hauteurs moyennes journalières sur quelques fleuves	12
Graphique 3 : Evolution comparée des semis (ensemble des céréales sèches).....	13
Graphique 4 : Evolution comparée des semis de Riz.....	13
Graphique 5 : Etat des fourrage à la fin de la 1 ^{ère} décade d'octobre et moyenne de 2001 à 2010	18
Graphique 6 : Représentation de la production par région	25
Graphique 7 : Evolution de la production céréalière par culture	26
Graphique 8 : Comparaison de la production céréalière previsionnelle 2014/2015 à celle de 2013/2014 et à la moyenne des 5 dernières années (2009/2010 à 2013/2014)	27
Graphique 9 : Evolution des quantités mensuelles moyennes entrées sur le marché de production.....	32
Graphique 10 : quantités mensuelles moyennes entrées sur les marché de gros.....	32
Graphique 11 : Evolution des prix moyens nationaux au producteur du mil.....	33
Graphique 12 : Evolution des prix moyens nationaux au producteur du riz local.....	34
Graphique 13 : Evolution des prix moyens nationaux au consommateur du mil.....	34
Graphique 14 : Evolution des prix moyens nationaux au consommateur du riz local.....	35
Graphique 15 : Evolution des prévalences nationales de la malnutrition aigüe globale, e l'insuffisance pondérale et de la malnutrition chronique entre 2011 et 2014	37
Graphique 16 : Comparaison des prévalences de la malnutrition aigüe globale (SMART 2014 versus SMART 2013) chez les enfants de 6 à 59 mois par région et ensemble du Mali	37
Graphique 17 : Situations courante et projetée du cadre harmonisé	39

SIGLES ET ABREVIATIONS

AOPP : Association des Organisations Professionnelles Paysannes
ADRS : Agence pour le Développement des Riverains du Fleuve Sénégal
APCAM : Assemblée Permanente des Chambres d'Agriculture du Mali
CILSS : Comité Permanent Inter-Etats de Lutte Contre la Secheresse dans le Sahel
CPS/SDR : Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural
CNOP : Coordination Nationale des Organisations Paysannes
CNLCP : Centre National de Lutte contre le Criquet Pèlerin
CMDT : Compagnie Malienne pour le développement des textiles
CSA : Commissariat à la Sécurité Alimentaire
CSCPRP : Cadre Stratégique pour la croissance et la réduction de la pauvreté
DNA : Direction Nationale de l'Agriculture
DNCC : Direction Nationale du Commerce et de la Concurrence
DNPIA : Direction Nationale des Productions et Industries Animales
DNP : Direction Nationale de la Pêche
DNS : Direction Nationale de la Santé
DNSV : Direction Nationale des Services Vétérinaires
EDSM : Enquête Démographique et de Santé au Mali
EMEP : Enquête Malienne d'Evaluation de la Pauvreté
FAO : Organisation des Nations Unies Pour l'Alimentation et l'Agriculture
INSTAT : Institut National de la Statistique
LOA : Loi d'Orientation Agricole
MDR : Ministère du Développement Rural
PAM : Programme Alimentaire Mondial
PAPAM : Programme d'Accroissement de la Productivité Agricole au Mali
PDA : Politique de Développement Agricole
PNIP-SA : Programme National d'Investissement Prioritaire du Secteur Agricole
PNISA : Plan National d'Investissement du Secteur Agricole
ODR : Offices de Développement Rural
ON : Office du Niger
OHVN : Office de la Haute vallée du Niger
ODRS : Office du Développement Rural de Sélingué
OMA : Observatoire du Marché Agricole
OMS : Organisation Mondiale de la Santé
ORM : Office riz Mopti
OPV : Office de la Protection des Végétaux
ORS : Office riz Ségou
OPAM : Office des Produits Agricoles du Mali
SAP : Système d'Alerte Précoce
SIE : Stock d'Intervention de l'Etat
SNS : Stock National de Sécurité

I. INTRODUCTION

L'élaboration du présent rapport s'inscrit dans le cadre de l'évaluation préliminaire de la campagne agricole 2014-2015.

Il a pour but de fournir un aperçu de la situation d'ensemble de la campagne agricole 2014/2015 et servira de base pour l'élaboration du rapport bilan de la campagne agricole. Aussi en raison de son caractère transversal et synthétique, il permet d'informer à temps réel les décideurs nationaux, régionaux et les partenaires au développement sur les perspectives de productions agricoles, pour des prises de décisions idoines.

De façon spécifique, cette première phase permet de donner des informations sur les prévisions de production de récoltes de céréales, les stocks céréaliers détenus par les paysans au titre de la campagne en cours pendant la période allant du démarrage de la campagne jusqu'au 31 octobre ; mais aussi de dresser un bilan prévisionnel. Les questionnaires de cette phase sont administrés entre le 15 août et le 15 septembre.

Les résultats définitifs seront produits après les récoltes. Ils intégreront les estimations faites à partir des carrés de rendement.

Le dispositif de mise en œuvre de l'enquête et la production du rapport bilan (de la conception à la collecte, aux traitements et à l'analyse), aussi bien au niveau national que régional, est assuré conjointement par la Direction Nationale de l'Agriculture (DNA), la Direction Générale de l'Institut National de la Statistique (INSTAT), la Direction Nationale des Productions et des Industries Animales (DNPIA) et la Cellule de Planification et de Statistique du Secteur Développement Rural (CPS/SDR).

Les résultats issus de l'enquête sont soumis à la validation du sous-comité des Statistiques Agricoles et de l'Élevage.

II. DEROULEMENT DE LA CAMPAGNE AGRICOLE

La campagne 2014-2014 a démarré dans de bonnes conditions pluviométriques favorisant la réalisation de semis à bonne date et amorçant la fertilisation minérale sur les premiers semis. Cet élan a été freiné pendant plus d'un mois (période allant du 10 juin au 20 juillet) occasionnant une sécheresse fréquente et longue par endroit et jouant négativement sur le rythme des semis amorcé par les paysans.

Sur la base des facteurs liés à cette poche de sécheresse, les objectifs de la campagne ne peuvent être atteints mais un score assez appréciable pour couvrir les besoins fondamentaux de sécurité alimentaire à partir des disponibilités physiques. Il s'agit notamment :

- des poches de sécheresse en juin et juillet occasionnant des semis tardifs ;
- des parcelles de coton reconverties ou tout simplement abandonnées suite à un enherbement excessif ;
- du retard dans les apports d'engrais suite aux poches de sécheresse ;
- des pluies d'octobre ayant entraîné la pourriture des capsules de base ;

2.1. Pluviométrie et hydrologie

La campagne Agricole 2014-2015 a connu des conditions agro climatiques difficiles qui ont eu des conséquences défavorables sur le déroulement normal des travaux agricoles et le développement des cultures

2.1.1. La pluviométrie : Source Direction Nationale de la Météorologie (ANM)

L'installation des pluies qui a été précoce en mai s'est caractérisée par de faibles hauteurs enregistrées de la deuxième décennie de juin à la deuxième décennie de Juillet. C'est à partir de la troisième décennie de Juillet que les précipitations se sont normalisées sur la plupart des zones agricoles. Cette normalisation s'est poursuivie en Septembre avec cependant quelques cas d'insuffisances dans certaines localités. En Octobre, les hauteurs de pluies importantes enregistrées dans certaines localités n'ont pas couvert toutes les zones agricoles créant ainsi des légers déficits de fin de campagne. L'évolution décennale des pluies se présente comme suit :

La période du 11 au 20 juin 2014 a été caractérisée par la poursuite des activités pluvio-orageuses engendrant des pluies faibles à modérées dans la presque totalité de nos régions et le District de Bamako et environs. Les quantités de pluies recueillies pendant la période ont été déficitaires en général excepté les localités de Kayes, Diéma, Kita, Kolokani, ainsi que le Sud des régions de Koulikoro et Sikasso où elles ont été excédentaires.

A la date du 20 juin 2014, le cumul des pluies recueillies est normal à excédentaire dans l'ensemble excepté la région de Mopti et l'Est de la région de Ségou. Ce cumul est supérieur à celui de l'année dernière à la même date dans l'ensemble.

Pour la première décennie de Juillet, le cumul des pluies recueillies est normal à excédentaire dans l'ensemble excepté les localités de Yélimané, Sélingué, Bancoumana, Banamba et N'Tarla. Ce cumul est supérieur à celui de l'année dernière à la même date dans l'ensemble.

A la date du 20 juillet 2014, le cumul des pluies recueillies est normal à excédentaire dans l'ensemble excepté la région de Mopti où il est légèrement déficitaire. Ce cumul est supérieur à celui de l'année dernière à la même date dans la plupart des stations.

A la date du 31 juillet 2014, le cumul des pluies recueillies est normal à excédentaire dans l'ensemble excepté la région de Mopti où il est légèrement déficitaire. Ce cumul est supérieur à celui de l'année dernière à la même date dans la plupart des stations.

La situation météorologique pendant la décade du 1er au 10 Aout a été caractérisée par une entrée d'air humide couvrant la presque totalité du pays, et soutenue par une atmosphère assez instable. Cette situation a favorisé la formation d'orages accompagnés de pluies modérées sur le centre et le Sud du pays ; et d'orages isolés d'intensité faible dans le Nord.

Globalement Le cumul pluviométrique du 1er mai au 20 août 2014 est normal à excédentaire dans les régions de Sikasso, Koulikoro, Kayes, Gao. Il reste déficitaire dans la région de Mopti, les cercles de Nioro, Yelimané et Diema (Kayes), de Goundam, Niafouké, Diré, Gourma Rharous (Tombouctou), la région de Tombouctou et le cerce de Bourem (Gao).

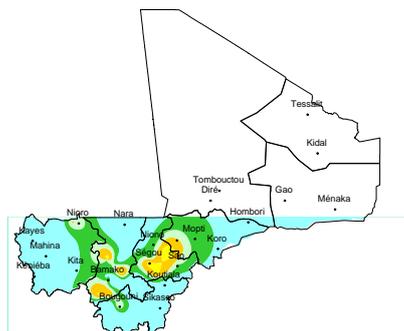
La poursuite des pluies de la dernière décade d'Août à la première décade d'Octobre a permis de combler le déficit hydrique dans la plupart des zones de culture. Cependant des poches de déficit par rapport à la moyenne pluri annuelle ont persisté dans les régions de Mopti, de Tombouctou et le nord de Kayes engendrant des stress hydriques sur les cultures par endroits.

Le cumul pluviométrique du 1er mai au 10 Octobre 2014 est normal à excédentaire dans l'ensemble excepté les localités de Koulikoro, Oueléssébougou, Bankoumana, Banamba, San, Niono et Tominian. Ce cumul est égal à celui de l'année dernière à la même date dans l'ensemble.

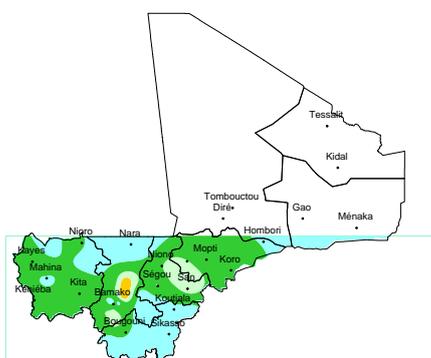
Graphique 1: Situation pluviométrique du mois d'Octobre

par rapport à la normale (1981-2010)

Pluviométrie décadaire du 1^{er} au 10 octobre 2014

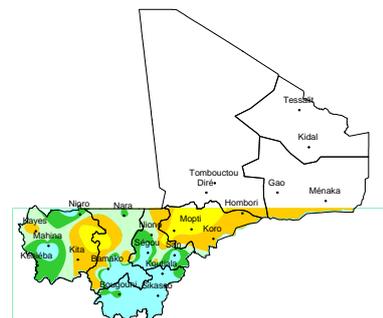


Pluviométrie cumulée du 1^{er} mai au 10 octobre 2014

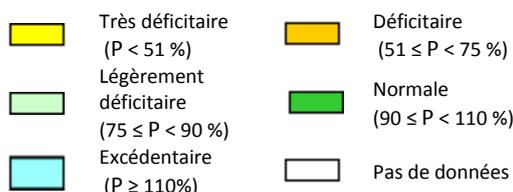
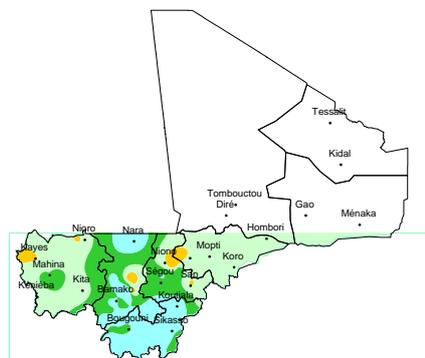


par rapport à l'année 2013

Pluviométrie décadaire 1^{er} au 10 octobre 2014



Pluviométrie cumulée du 1^{er} mai au 10 octobre 2014



Source : Mali Météo (A.N.M)

2.1.2. L'hydrologie : Source Direction Nationale de l'Hydraulique (DNH)

La reprise de la montée de niveau sur la plupart des cours d'eaux a été observée à partir de la dernière décade de Mai, Le déstockage des eaux des retenues de Manantali et de Sélingué s'est poursuivi jusqu'en fin Juillet.

Les hauteurs d'eau au cours de cette dernière décade de Mai étaient supérieures ou similaires à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau à l'exception du Niger à Kirango et Gao, du Sénégal à Kayes et du Bani à Douna. Elles sont supérieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur les cours d'eau à l'exception du Bani à Douna.

Pendant le mois de Juin 2014, la situation hydrologique a été marquée par la poursuite de la reprise de la montée de niveau sur la plupart des cours d'eau.

A la date 09 juin 2014, les hauteurs d'eau étaient supérieures à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau à l'exception du Niger à Gao et du Sénégal à Kayes. Elles sont supérieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur les cours d'eau.

Pendant la deuxième décade, les hauteurs d'eau sont restées supérieures à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau, à l'exception du haut bassin du Sénégal ; supérieures ou similaire à celles d'une année

moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau, à l'exception du Niger à Koulikoro et du Bafing à Daka-Saïdou.

En troisième décade, Les hauteurs d'eau sont supérieures à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau, à l'exception du haut bassin du Sénégal ; mais supérieures ou similaire à celles d'une année moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau, à l'exception du Niger à Koulikoro et du Bafing à Daka-Saïdou.

Mois de Juillet 2014

A la date du 07 Juillet 2014, les hauteurs d'eau sont supérieures à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau, à l'exception du haut bassin du Sénégal et du Baoulé à Bougouni. Les hauteurs d'eau sont supérieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau, à l'exception du Niger à Koulikoro, du Bani à Mopti et du Bafing à Daka-Saïdou.

Au 21 Juillet 2014, les hauteurs d'eau sont supérieures à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau, à l'exception du Niger à Bamako, du Sankarani à Sélingué-Amont et du haut bassin du Sénégal. Elles sont restées inférieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau, à l'exception du Niger à Koulikoro, du Bani à Douna.

A la date du 28 Juillet 2014, les hauteurs d'eau sont supérieures à celles de l'année dernière sur tous les cours d'eau, à l'exception du haut Bassin du Sénégal et du Niger à Koulikoro et Kirango. Elles sont inférieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau, à l'exception du Bani à Douna et du Niger à Bamako.

Mois d'Août 2014

Le remplissage des retenues de Manantali et de Sélingué amorcé le 30 Juillet s'est poursuivi normalement et le niveau permettant le trafic fluvial des grands Bateaux a été atteint à Koulikoro et Mopti. A la date du 11 Août 2014, les hauteurs d'eaux sont nettement inférieures à celles de l'année dernière sur le Niger en amont de Kirango/Markala.

Au 18 Août 2014, les hauteurs d'eaux sont inférieures de plus de 3 m sur la Falémé à Gourbassi, 2 m sur le Sénégal à Kayes et 1 m sur le Bakoye à Oualia, le Bafing à Bafing Makana et le Niger en amont de Koulikoro.

Enfin à la date du 25 Août 2014, les hauteurs d'eaux sont inférieures à celles de 2013 de plus de 2 m sur le haut Bassin du Sénégal et le Niger à Koulikoro ; et 1 m sur le Niger à Bamako et Kirango.

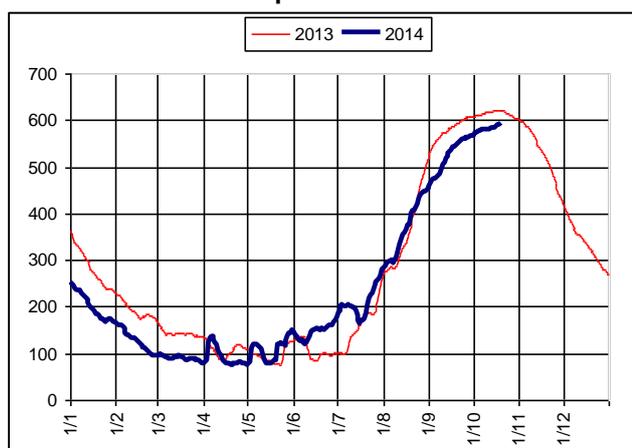
Pendant tout le mois, les hauteurs d'eau sont restées inférieures à celles d'une année moyenne pour la même période sur tous les cours d'eau, à l'exception du Bani à Douna. Le remplissage des eaux des retenues de Manantali et de Selingué amorcé le 30 Juillet 2014 se poursuit normalement.

En conclusion

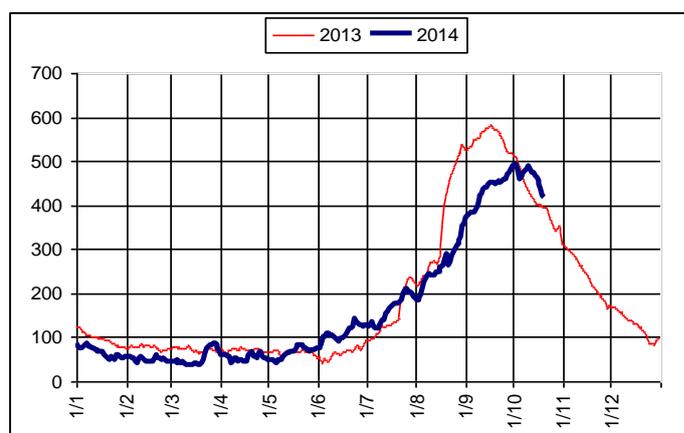
Au rythme de la pluviométrie, la montée des niveaux d'eau observée dans les hauts bassins, les cours d'eau et les points d'eau pour la campagne 2014-2015 est demeurée bas par rapport à l'année dernière et par rapport à la moyenne, notamment au niveau des principales stations : Sénégal (Kayes)-Niger (Koulikoro)-Bani (Mopti). Les déficits les plus marqués par rapport à l'année dernière et par rapport à la moyenne, durant cette campagne, ont été enregistrés dans le Bassin du Sénégal.

Graphique 2 : Hauteurs moyennes journalières sur quelques fleuves

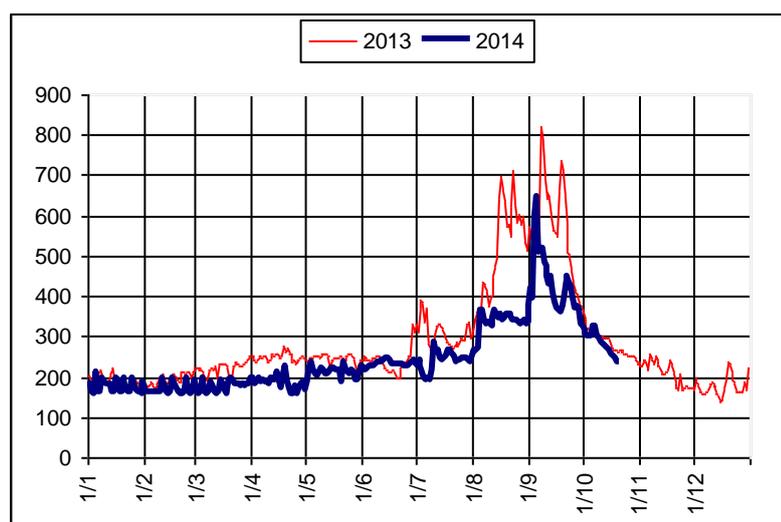
2- Hauteurs Moyennes Journalières du Bani à Mopti en cm



3- Hauteurs Moyennes Journalières du Niger à Koulikoro en cm



4- Hauteurs Moyennes Journalières du Sénégal à Kayes en cm



En perspective, la baisse de niveau observée, se poursuivra sur tous les cours d'eau, à l'exception du Niger en aval du Delta. **Cependant, le suivi des consignes de gestion des retenues des barrages, permettra de minimiser les effets de la décrue.**

2.2. Situation des cultures

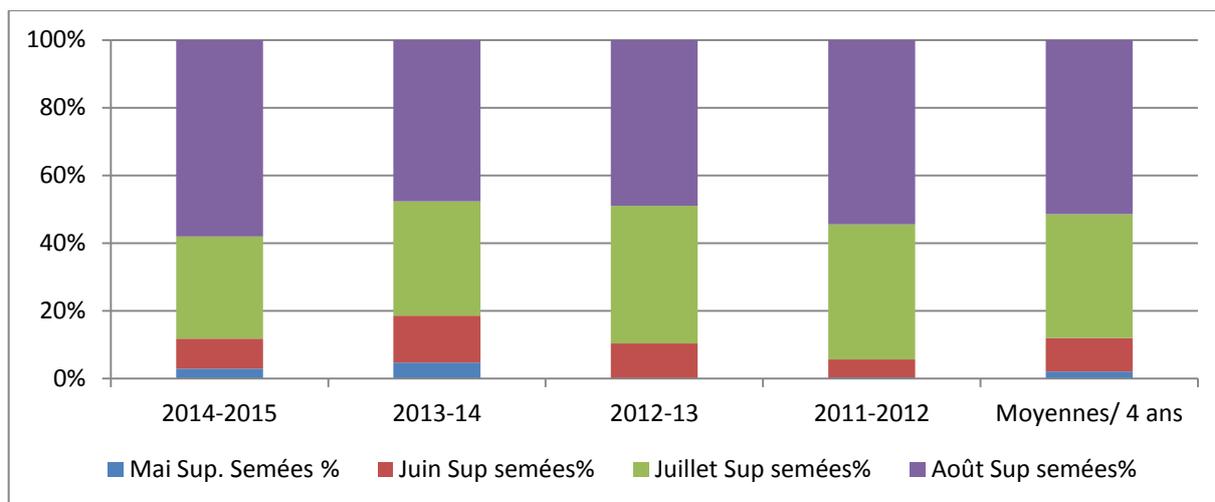
L'installation précoce des pluies en mai a permis le démarrage des opérations culturales dans la plupart des zones agricoles du Sud. Cependant ces précipitations n'ont pas été mises à profit par certains producteurs (surtout de la bande Sahélienne) trop rattachés au calendrier habituel. C'est après qu'est intervenue une période peu arrosée allant de la deuxième décennie de Juin à la deuxième décennie de Juillet entraînant le ralentissement ou le retard des semis selon les zones. La reprise salutaire des pluies dès la dernière décennie de juillet a permis l'amélioration des conditions hydriques pour la poursuite active des activités agricoles et le développement des cultures. Cependant, des taux importants de semis tardif ont été enregistrés.

Au 20 août, toutes les zones agricoles du pays présentaient les conditions idéales pour un bon développement des plantes. Cependant, le retard d'une à deux semaines plus particulièrement dans le nord de la région de Kayes, la zone agricole de Tombouctou, le cercle de Douentza (Mopti) se ressent sur les stades de développement des cultures dans lesdites zones.

Les besoins en eau des cultures ont été satisfaits dans l'ensemble à travers le pays avec la forte humidité des sols à la faveur des importantes pluies enregistrées pendant le mois d'Août et les hauteurs modérées du mois de Septembre. Toutefois, on note par endroits dans le sahel occidental ; le nord de Mopti et dans les régions de Tombouctou et de Gao, des poches de déficit hydrique par rapport à une situation normale.

2.2.1. Evolution comparée des semis de céréales en pourcentage

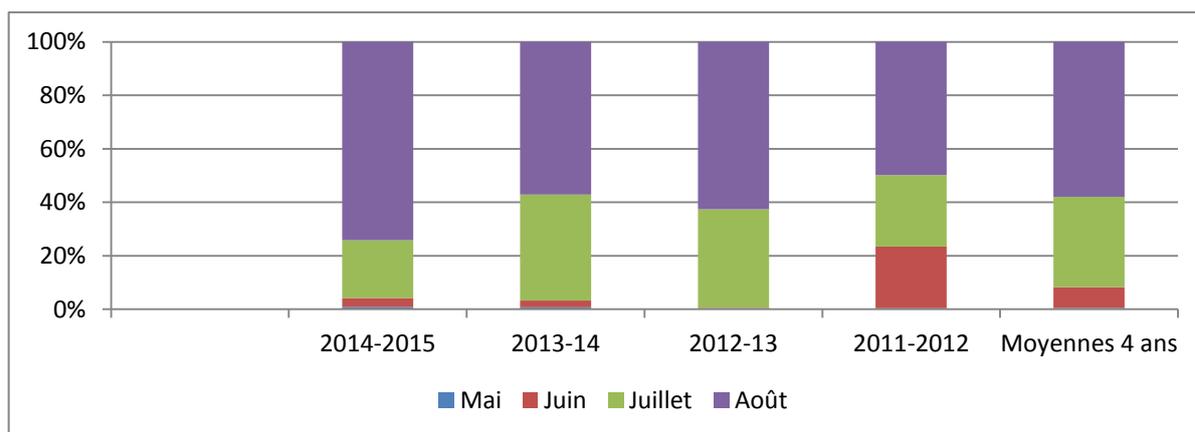
Graphique 3 : Evolution comparée des semis (ensemble des céréales sèches)



Source : Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)

Commentaires : Supérieures à la moyenne en Mai, les taux de réalisation ont été affectés par la faiblesse des pluies enregistrées de mi-juin au 20 Juillet.

Graphique 4 : Evolution comparée des semis de Riz



Source : Direction Nationale de l'Agriculture

Commentaires : la faiblesse pluviométrique et le retard de la crue ont affecté négativement les réalisations en riziculture pendant les mois de juin et juillet. Le repiquage du riz s'est poursuivi jusqu'en Septembre sur les périmètres à maîtrise totale ; surtout ceux des régions de Mopti, Tombouctou, et Gao.

2.3. La situation Acridienne et Phytosanitaire

2.3.1. Situation acridienne

Sur le plan de la lutte contre le criquet pèlerin, la campagne 2014/2015 a démarré dans un contexte caractérisé par :

- des conditions écologiques défavorables à la reproduction du Criquet pèlerin dans son habitat naturel jusqu'à la fin du mois de juillet mais redevenues favorables à partir de la deuxième décade du mois d'août suite à des pluies faibles à modérées enregistrées sur le versant Ouest de l'Adrar des Iforas et au Nord-est de Gao, les secteurs d'Ansongo-Ménaka et d'Aguelhoc ;
- une situation acridienne demeurée calme jusqu'au 31 juillet, date à laquelle la présence d'individus isolés de criquets pèlerins a été signalée à Tamalt par les brigades de veille dans le secteur d'Aguel Hoc ;
- le déploiement d'un dispositif de six (6) équipes de prospection au cours du mois d'août dans les secteurs de Yélimané, Kayes, Nioro, Koro, Sévaré et Nara pour des opérations de surveillance en vue de sécuriser les zones de culture et de pâturage adjacentes à la zone grégarigène contre toute incursion d'essaims ou de fragments d'essaims en provenance du septentrion de notre pays ou des autres pays de la ligne de front ;
- une insécurité résiduelle persistante dans la zone grégarigène (région de Kidal, Gao et Tombouctou qui n'a pas permis de mener des opérations de prospection dans cette zone.

2.3.1.1. Evolution de la Situation acridienne

La situation acridienne est jugée calme durant cette campagne. Les prospections réalisées au cours du mois d'août et les informations recueillies auprès des brigades de veille n'ont pas révélé la présence de criquets au-delà de la situation habituelle. Toutefois, la présence d'individus isolés de Criquets pèlerins a été signalée par les brigades de veille dans le secteur d'Aguel Hoc depuis la fin du mois de juillet. Ces individus auraient effectué une reproduction localisée dans l'oued Tahalt et dans tout le secteur de Marcouba où des larves solitaires de tous les stades ont été observées par une brigade de veille au cours du mois d'août et septembre 2014.

Pour des raisons sécuritaires, aucune mission de vérification n'a pu être effectuée.

2.3.1.2. Perspectives

Les récentes pluies, bien que faibles maintiendront la végétation verte dans les aires de reproduction du Criquet pèlerin. Les conditions écologiques demeurent jusqu'ici favorables à des reproductions localisées à petites échelles. Toutefois la situation acridienne devrait rester calme. L'arrêt des pluies va se traduire par une dégradation des conditions écologiques défavorables au développement et à la reproduction du Criquet. La vigilance devrait être cependant de rigueur.

• Au plan régional :

Tout comme au Mali, la situation acridienne est demeurée calme en cette période estivale dans les pays du Maghreb, et dans les autres pays de la ligne de front (Niger, Tchad, Mauritanie). Bien que les conditions soient restées favorables, seuls quelques ailés en faible nombre et des larves ont été signalés en Mauritanie et au Tchad et des ailés au Niger pendant le mois de septembre. En Algérie, des groupes d'ailés en reproduction ont fait l'objet de traitement chimique dans les zones irriguées du sahara central.

En perspective, on s'attend à des infestations dans l'Adrar suivies d'éclosions.

- **Actions de surveillance et de lutte réalisées contre le criquet pèlerin.**

Le Centre, dans le cadre de la mise en œuvre de sa stratégie de lutte préventive, a élaboré un plan de surveillance et de lutte dont l'objectif global est de maintenir le Criquet pèlerin dans son habitat traditionnel, sans aucune menace sur les zones de cultures. Les actions de surveillance et de lutte réalisées ont porté sur :

- **La Surveillance de l'aire grégarigène :**

La situation d'insécurité persistante dans la zone grégarigène n'a pas permis de mener des opérations de prospection dans la zone grégarigène (régions de Kidal, Gao et Tombouctou). Pour suivre la situation acridienne dans cette zone, des contacts réguliers ont été établis avec les brigades de veille et des personnes ressources à travers des appels téléphoniques. C'est à travers ces contacts que la présence de criquets a été signalée dans la zone d'Aguel Hoc, les pluies enregistrées ainsi que l'état des oueds dans la zone.

- **La Sécurisation des zones sud à hautes potentialités agro-sylvo-pastorales :**

Il a consisté à surveiller les zones de pâturage et des cultures adjacentes à la zone grégarigène en vue de cerner à temps toute incursion d'essaims ou de fragments d'essaims en provenance du septentrion de notre pays ou des autres pays de la ligne de front. Pour ce faire, six équipes ont été mobilisées pour effectuer des opérations de prospection, sensibiliser et informer, les autorités administrative et politique ainsi que les producteurs sur la situation d'ensemble du Criquet pèlerin dans notre pays et au niveau de la sous-région.

Les six (06) équipes de prospection ont été déployées dans une zone allant de Kayes (frontière Mauritanie) à Koro (région de Mopti) en passant par Sokolo, Bamaramaoudé et Douentza. Au total, ce sont 50 500 hectares qui ont été prospectés et aucune présence de criquet n'a été constatée. Les opérations de prospection ont été réalisées dans la région de Kayes pour 11670 ha, Koulikoro 3400 ha, Ségou 10950 ha et Mopti 24 480 ha.

1. **L'exploitation des images satellitaires :**

L'exploitation des images satellitaires a permis d'apprécier l'évolution des conditions écologiques dans le cadre du suivi des mouvements du criquet en particulier dans la zone grégarigène.

- 2.3.1.3. **Difficultés :**

La principale difficulté rencontrée dans la lutte contre le criquet pèlerin au cours de cette campagne a été la persistance de l'insécurité dans les régions du Nord ne permettant pas encore de mener des activités de lutte antiacridienne dans la zone grégarigène.

- 2.3.2. **Situation phytosanitaire**

L'Office de Protection des Végétaux effectue des activités de surveillance et d'intervention phytosanitaire pendant toute l'année.

Les activités de surveillance et de protection des végétaux, des récoltes et des pâturages au cours de la campagne agricole 2014/2015 ont été dominées par la prospection et le déterrage des oothèques de sautériaux, le suivi phytosanitaire de l'ensemble des cultures suivant les zones de production, la sensibilisation des producteurs pour l'application des méthodes alternatives de lutte contre les déprédateurs.

- 2.3.2.1. **Evolution de la situation**

D'une façon générale la situation phytosanitaire est restée calme dans l'ensemble. Cependant elle a été marquée surtout par des manifestations de mouches des fruits, des sauteriaux, des chenilles, des pucerons, des coléoptères et des oiseaux granivores dans les zones de production agricole. Toutes ces infestations observées

ont été circonscrites par l'application des méthodes alternatives de lutte et des traitements à l'aide de produits chimiques.

Les manifestations d'oiseaux granivores, redoutées par les paysans, se sont accentuées sur le riz de contre saison dans les zones de l'Office du Niger et constituent des menaces potentielles pour les cultures de saison de riz dans les zones ON, ORM, ORS, PIV et dans la plaine de San-Ouest.

Cependant, les dégâts des nuisibles sur les cultures et les récoltes ont été minimisés grâce à la promptitude et l'efficacité des interventions de l'OPV par l'information, la formation et la sensibilisation des producteurs sur l'utilisation des méthodes alternatives de lutte (couverture des semis, accentuation du gardiennage, dénichage, respect du calendrier agricole, récolte précoce) au profit de la lutte chimique.

Les zones ON, ORS, ORM et les périmètres aménagés des PIV des trois plaines de Tombouctou (Projet de Koroïmé) demeurent préoccupés par une éventualité de la recrudescence de la situation aviaire et d'infestation des chenilles légionnaires sur le riz à la phase maturité/récolte.

Pour une gestion partagée et beaucoup plus rationnelle de la situation, un accent particulier a été mis sur l'intensification de l'application des méthodes alternatives de lutte (respect du calendrier agricole, couverture des semences après semis, gardiennage, dénichage, récolte précoce etc.). Aussi, avec la disponibilité de l'ON à fournir le matériel nécessaire pour l'opération, il a été évoqué la possibilité de la lutte par appâtage avec du riz empoisonné au Fenthion (sous le contrôle des agents PV). De même, une redynamisation des brigades villageoises phytosanitaires et une bonne organisation des producteurs pourraient faire tâche d'huile par les effarouchements avant éclosion et les bonnes pratiques dans l'épandage des appâts.

2.3.2.2 Réalisations techniques

Les résultats de la surveillance et de la lutte se présentent comme suit :

Tableau 1: récapitulatif des superficies prospectées, infestées et traitées

Ravageurs	Superficie prospectée (ha)	Superficie infestée (ha)	Superficie traitée (ha)	Densité	Stade de développement	Rappel 2013		
						Superficie prospectée (ha)	Superficie infestée (ha)	Superficie traitée (ha)
Criquets arboricoles	262	73	17	-	Adultes	525	5	525
Sauteriaux	2529	500	173	0-5	LA	376	154,5	376
Coléoptères	520	125	75	-	A	93,65	43,65	93,65
Chenilles	2430,55	887,55	350,5	0-15	L	651,59	311,25	651,59
Mouche des fruits	9890	7565,75	7565,75		A	658,35	465,35	658,35
Autres nuisibles	205,15	127,47	47,16	-	-	437,9	127,05	65,25
Oiseaux granivores	3872	2150	215	75000-100000	Adultes et juvéniles	945	155	0
Rongeurs	8108	3519	438	2-8 ind/100 ml	Adultes et juvéniles/pré-gestation	52351,25	4339,5	546
Maladies et adventices	241,5	82,75	0	-	Tâches	223,25	163,5	0
Total	28058,2	15030,52	8881,41			56262	5765	1341,25

A : adultes ; CE : Concentré émulsifiant ; Ha : hectare ; L : larves ; LA : larves et adultes ; Ml : mètre linéaire ; ULV : ultra lowvolum (volume ultra bas)

Commentaire : Les pesticides utilisés dans la lutte contre les différents nuisibles se répartissent comme suit :

- **5 litres** et **50 kg** de raticide contre les rongeurs ;
- **8985,25 litres** d'insecticides ULV et CE contre les autres nuisibles dont 860 litres d'avicide contre les oiseaux granivores.

Perspectives : Pour sauver les récoltes des cultures de saison et celles de contre saison de riz, la lutte aérienne anti-aviaire serait envisagée comme dernière alternative. Aussi, des mesures adéquates sont prises pour une gestion rationnelle des prédateurs des cultures de décrue et maraîchères.

III. Situation pastorale et Zoo sanitaire

3.1.Situation Pastorale

La campagne agropastorale 2014/2015 a connu des irrégularités du point de vue pluviométrique sur l'ensemble du pays.

Les pluies ont été plus précoces au sud des régions de Kayes, Koulikoro ainsi que dans la région de Sikasso ; normales au centre et très tardives dans la partie nord du pays. Dans l'ensemble les pluies ont été relativement précoces. La campagne agricole 2014/2015 a connu un démarrage normal par rapport à la campagne antérieure, mais la répartition des pluies a été mauvaise dans le temps et dans l'espace.

Les premières pluies ont été enregistrées au cours du mois d'avril dans la région de Sikasso, et mai à début juin dans tout le pays. Cette pluviométrie a été caractérisée par une irrégularité spatiotemporelle observée en deuxième décennie de juin jusqu'en à la deuxième décennie de juillet. Elle a eu pour conséquences de longues séquences sèches sur la majeure partie de la région.

Par la suite, le regain de l'activité pluviométrique amorcé depuis fin juillet s'est maintenu tout le mois d'août et début septembre sur l'ensemble de la région. La bonne répartition spatio-temporelle des pluies au cours de ces deux mois a permis de combler quelque peu le retard dans la mise en place des pluies utiles au développement des semis. Le caractère régulier de l'activité pluviométrique, en dépit des hauteurs d'eau moins élevées par rapport à la campagne 2013-2014, a contribué au bon développement végétatif des cultures.

3.1.1 Etat des pâturages

D'une manière générale, du 1^{er} mai à la date du 20 juillet 2009, les pâturages n'ont pas connu de changement notable. Ils sont restés très pauvres dans l'ensemble et beaucoup réduits quantitativement et qualitativement suite à la pression animale, l'ensoleillement et aux feux de brousse dans de nombreuses localités du pays.

Les pâturages aériens ainsi que les bourgoutières, dans les zones inondées des régions de Mopti, Tombouctou et Gao par contre n'ont pas été beaucoup affectées par la période de soudure. Ils ont conservé un état végétatif et un aspect général assez satisfaisants dans l'ensemble.

La troisième décade du mois de juillet a été caractérisée par un début d'amélioration de l'état des pâturages herbacés et aériens, des conditions d'abreuvement, de l'état d'embonpoint des animaux et du niveau des productions animales suite aux précipitations enregistrées. Toutefois, les zones pastorales nord sont restées globalement mauvaises à passables.

Au 31 août 2014, les pâturages herbacés sont dans un état satisfaisant dans les principales zones agro-sylvo-pastorales des régions de Kayes, Koulikoro, Sikasso et Ségou.

Dans certaines localités des régions de Mopti, Tombouctou, et Kidal, la pause pluviométrique de plus de 40 jours a beaucoup joué sur les pâturages surtout herbacés. La situation des pâturages est restée néanmoins bonne dans l'ensemble.

Cette situation est illustrée par le profil NDVI ci-dessous de la zone pastorale.

Graphique 5 : Etat des fourrage à la fin de la 1^{ère} décade d'octobre et moyenne de 2001 à 2010

Situation au 31 mai 2014



Situation au 30 septembre 2014



Source : Bulletin SAP sep. 2014

A la date de la deuxième décade de septembre, les pâturages herbacés et aériens ont présenté un état satisfaisant dans l'ensemble dans toutes les localités. L'abreuvement des animaux s'est effectué au niveau des points d'eaux de surface et des mares.

Les mouvements constatés ont été habituels cette année et de bonnes productions aussi bien en zone pastorale qu'agro-pastorale sont attendues. Cependant, il est à noter qu'une amorce des mouvements des animaux a été entamée vers les zones de cultures du Sud. La transhumance a commencé de façon précoce. L'état d'embonpoint des animaux est satisfaisant pour toutes les espèces.

Le mois d'octobre a surtout été marqué par le maintien du bon état des ressources pastorales dans les zones agropastorales du sud et du centre du pays.

D'une manière générale, les pâturages ont présenté une bonne physionomie et sont restés relativement bien fournis malgré un début de dessèchement des herbacés.

3.1.2 Conditions d'abreuvement et état d'embonpoint des animaux

Du 1^{er} mai au 31 juillet, les conditions d'abreuvement se sont améliorées progressivement avec la reconstitution des points d'eau de surface.

Les déplacements des troupeaux transhumants des zones de concentration de saison sèche vers les pâturages d'hivernage se sont effectués de façon très timide en raison de la pauvreté des pâturages.

Au cours du mois d'août, tous les points d'eau de surface (fleuves, mares, lacs, canaux d'irrigation, bancotières et barrages de retenue) ont connu un niveau de remplissage assez satisfaisant dans l'ensemble, améliorant ainsi les conditions d'abreuvement du cheptel dans la plupart des localités sud du pays. La situation est tout de même restée mauvaise dans le septentrion.

Au mois de septembre, les conditions d'abreuvement sont restées bonnes dans les zones agropastorales du Sud et du Centre, mais moyennes dans les autres localités.

Concernant, les mouvements des animaux, les troupeaux transhumants ont poursuivi leurs retours des zones de concentration de saison sèche vers les pâturages d'hivernage.

En octobre, les conditions d'abreuvement et l'état d'embonpoint des animaux sont restés satisfaisants dans l'ensemble et ce, malgré le tarissement de plusieurs mares temporaires et semi-temporaires..

Les déplacements internes et transfrontaliers des transhumants pour la recherche des pâturages et des points d'eau ont commencé un peu plus tôt que prévu suite à l'arrêt des pluies et compte tenu de la faiblesse du disponible fourrager dans plusieurs localités.

3.1.3 Evaluation de la biomasse

D'une manière générale, le démarrage précoce de la campagne agropastorale 2014-2015, la pause pluviométrique de juillet et l'arrêt précoce des pluies dans plusieurs localités du pays ont occasionné des déficits hydriques par endroits avec de faibles productions fourragères à travers le pays.

Il faut cependant signaler que les données des stations de Tombouctou, Gao, Kidal ainsi que certaines localités de la région de Mopti (Hombori, Bandiagara, Bankass, Djénné, Koro, Tenekou, Douentza et Youwarou) n'ont pas été disponibles au cours de cette campagne compte tenu de la situation sécuritaire et du manque d'équipements de suivi dans ces localités.

Les quantités de biomasse obtenues ont été calculées à partir des formules de Breman sur la base de la pluviométrie cumulée du 1^{er} mai au 31 octobre 2014.

Tableau N° 1 : Production moyenne biomasse herbacée par région (2014-2015)

Régions	Production moyenne biomasse herbacée en Kg/ha					Ecart 2014/2013
	2014	2013	2012	2011	2010	
Kayes	1908,8	17169,4	2 308,78	1597	1 949,33	-318,5
Koulikoro	1932,4	1917,17	2317,56	2317,46	1829	15,2
Sikasso	2669,36	23866,3	2857,5	2331,5	3027,37	-21196,92
Ségou	1568,31	12314,2	2303,8	1375,37	2051,5	-10745,89
Mopti	-	-	-	1193,12	1457,71	-
Bamako	2267,12	2126,56	2714,16	2252	2804,33	140,56

Source : DNPIA

3.1.4 Mouvement des troupeaux

De Juin à Juillet, les troupeaux transhumants ont poursuivi leur séjour dans les zones de concentration habituelles de saison sèche en attendant une amélioration des conditions d'alimentation et d'abreuvement dans leurs sites d'origine. Dans la région de Tombouctou, l'Etat en rapport avec certains partenaires de la place a procédé à des distributions d'aliments concentrés aux éleveurs (tourteau, blé granulé).

Le retour des troupeaux transhumants des zones de concentration de saison sèche vers les pâturages d'hivernage a démarré en fin Juillet et s'est poursuivi en Août dans les régions de Sikasso, Kayes, Koulikoro et Ségou suivant les clauses des différentes conventions locales. Aucun cas de conflits entre agriculteurs et éleveurs n'a été signalé au cours de la Période.

A la date du 30 septembre 2014, aucun mouvement inhabituel n'est signalé. Les transhumants sont dans leurs terroirs d'origine pour l'exploitation des pâturages d'hivernage. La sortie des animaux des bourgoutières vers les pâturages exondés se poursuit dans les régions de Mopti, Tombouctou et Gao.

Quant au gardiennage des troupeaux sédentaires, il a commencé en fin Juin avec l'installation progressive des cultures et les animaux sont toujours sous surveillance avant les récoltes.

3.1.5 Perspectives

Les conditions d'alimentation et d'abreuvement des animaux évolueront normalement dans les différentes zones agropastorales au sud et au centre du pays. C'est-à-dire qu'elles se dégraderont progressivement suivant l'évolution de la saison sèche.

La situation restera globalement moyenne à mauvaise dans le septentrion avec quelques poches de déficit dans le gourma et le haoussa et la bande sahélienne.

3.2. Situation Zoo sanitaire

Elle concerne les vaccinations et les traitements du cheptel.

3.2.1. Vaccinations effectuées

Les vaccinations réalisées par les agents des secteurs privé et public ont concerné 3 962 808 têtes pour toutes espèces confondues soit une réalisation de 17% sur une prévision de 23 756 549 têtes.

Les principales maladies visées sont : la péri pneumonie contagieuse bovine, les charbons, les pasteurelloses, la peste des petits ruminants et la maladie de Newcastle.

S'agissant de la vaccination contre la Péri Pneumonie Contagieuse Bovine (PPCB) la maladie faisant l'objet de programme quinquennal, une réalisation de 534 595 têtes vaccinées sur 6 263 859 têtes de bovins prévus.

Tableau 2 : Situation vaccination de juin au 15 octobre 2014

MALADIES	Nbres vaccinés	MALADIES	Nbres vaccinés
Charbon symptomatique	1072132	Maladie de Newcastle	1177444
Charbon bact/bovins	18418	variole aviaire	98786
charbon bact/Ovins	40242	maladie de Gumboro	141679
charbon bact/Camelin	738	bronchite infectieuse	90268
charbon bact/Asin	358	cholera aviaire	21498
Charbon bact/Equin	44	Coryza	1000
pasteureullose bovine	1361852	Fièvre aphteuse	103
pasteureullose ovine/cap	637422	Botulisme	0
pasteureullose cameline	48635	Peste des Petits Ruminants	224092
Dermatose Nodulaire Contagieuse Bovine	8398	Clavelée	14253
		Rage	1526

Source : DNSV

1.1.1 la gestion des foyers de maladies animales

Au cours de cette période 06 foyers de maladies animale sont été enregistrés par les services vétérinaires soient 02 foyers de Péri pneumonie Contagieuse Bovine, 04 foyers de Fièvre Aphteuse. Le tableau ci – dessous donne les détails.

Tableau 3 : Foyer des maladies enregistrées

Maladies suspectées	Régions	Cercle	Commune	Localités	Nombre foyer	Eff.cont	Malades	Morts	Abattus	Dates de constat
Péripleumonie Contagieuse Bovine	Kayes	Kita	Toukoto	Toukoto	1	659	40	29	04	16/07/2014
Fièvre Aphteuse	District de Bamako	-	CI	Quartier Sans Fil (marché a bétail)	1	171	20	0	0	11/08/2014
Fièvre Aphteuse	Sikasso	Koutiala	Konséguéla Diédougou	Wessérébougou Massabala	1	1800	95	0	0	20/08/2014
Péripleumonie Contagieuse Bovine	GAO	Gao	N'Tillit	Doro	1	32	30	26	1	02/09/2014
Fièvre Aphteuse		Zone périurbaine Bko (cercle Kati)		Samaniana	1	36	8	0	0	23/09/2014
Fièvre Aphteuse	Koulikoro	Koulikoro	Tienfala	Tienfala	1	56	24	0	0	15/09/14
Total					6					

Source : DNSV

3.2.2. Le Contrôle sanitaire des animaux à la transhumance inter- Etats

Le contrôle de la transhumance inter-état a concerné les régions de Kayes. 3 certificats internationaux de transhumance (CIT) ont été délivrés en provenance de la Mauritanie pour un effectif de : 550 bovins, 350 ovins, 17asins, 2 camelins et 2 équins.

3.2.3. Le Contrôle des animaux à l'importation et à l'exportation

Les exportations suivies ont concerné : **15 226** bovins, **30702** ovins, **24733** caprins, **81940** têtes de volaille domestique et **3 380** têtes d'oiseaux sauvages. Les principales destinations pour les bovins, ovins-caprins, asins et équins sont le Sénégal, la Cote d'Ivoire, la Guinée Conakry. Les animaux sauvages ont pour principales destinations la Thaïlande, Hong Kong, la Turquie, le Koweït.

3.2.4. APPUI DES PARTENAIRES

Le CICR intervient dans les régions du Nord dans le cadre de la vaccination, le traitement du cheptel national et la formation des auxiliaires vétérinaires.

IV. IV-RESULTATS PREVISIONNELS DE LA CAMPAGNE HALIEUTIQUE ET AQUACOLE 2014-2015

4.1. PRODUCTIONS HALIEUTIQUES ET AQUACOLES

Pour une prévision potentiel de 85 000 tonnes de poisson de capture dans le plan de Campagne, les mises à terre au niveau des points de débarquement au niveau de toutes les régions pour les différents types de poisson (transformés et frais) de janvier à Octobre sont consignées dans le tableau suivant :

Tableau 4 : Débarquements contrôlés (mise à terre) de Janvier à Octobre 2014

Types de produits	Quantité en tonne
Poisson fumé	5164
Poisson séché	3675
Poisson brûlé	3414
Total :	12253
Équivalent frais	39626
Poissons frais	13815
Total général poisson frais	50258

NB : Il faut signaler la production cumulée de 324 tonnes de poisson de pisciculture par le PRODEFA

4.2.- Autres activités

Les activités se poursuivent à travers la mise en œuvre de la campagne halieutique et aquacole, les activités des projets et programmes du sous-secteur et les empoissonnements dans le cadre d'un programme national d'empoissonnement des plans d'eau.

Les activités ont essentiellement porté sur :

- L'aménagement de **5** sites aquacoles dans la région de Sikasso ;
- L'empoissonnement de **54** plans d'eau dans la région de Sikasso ; **19** cages flottantes, les emprunts et étangs dans la zone Office du Niger ;
- La construction d'une écloserie moderne à Baguinéda par le PDPP/OHVN avec l'aide de la Coopération Japonaise ;
- La formation continue des agents techniques et des techniciens du Centre de Formation Pratique en Aquaculture de Molodo ;
- La poursuite des activités de rizi-pisciculture et l'appui au financement des projets du sous-secteur de la pêche et de l'aquaculture à travers la FAO ;
- La participation à l'élaboration d'un Programme de Développement de l'Aquaculture de l'UEMOA ;
- L'appui aux acteurs en intrants piscicoles soit **561 000 alevins** et de l'aliment poisson dans la région de Sikasso par le PRODEFA et le TCP-MLI 3304/FAO dans les champs écoles de producteurs à Sélingué, Ségou et Mopti.

V. Prévisions de productions agricoles

5.1. Rappel de la méthodologie de prévision

i) Plan de sondage

L'inexistence au niveau du champ de l'enquête d'une liste exhaustive des unités d'enquête (exploitations agricoles) ne permet pas de faire directement le tirage d'un échantillon. On est conduit à adopter un plan à au moins 2 degrés:

. Au premier degré on tire un échantillon d'unités contenant les exploitations et pour lesquelles une liste exhaustive existe au niveau national. A l'intérieur de chaque unité échantillon on établit la liste des exploitations traditionnelles individuelles et collectives;

. Au second degré, de la liste d'exploitations établies au premier degré on retient un échantillon d'exploitations individuelles. Ces exploitations constitueront l'échantillon du RGAE auprès duquel les fiches du questionnaire seront administrées.

Base de sondage

Tout comme le dernier recensement agricole qui a utilisé comme base de sondage les résultats du recensement de la population le plus récent (RGPH1988), le présent recensement agricole aura comme base de sondage les résultats du RGPH2009.

Le RGPH2009, réalisé en 2009, permet de produire, pour l'ensemble du pays, la liste exhaustive de deux types d'unité : les villages et les sections d'énumération¹ (SE).

Les SE ont été définies pour faciliter les opérations de recensement sur le terrain. En tant que telles, elles correspondent généralement à la tâche de travail d'un agent recenseur : environ 800 habitants en milieu rural et 1500 habitants en milieu urbain.

Les SE sont relativement plus homogènes que les villages du point de vue de la taille notamment. Elles constituent du reste, pour toutes les enquêtes ménages l'unité d'enquête au Mali depuis le début des années 80.

Le fichier du RGPH2009 fourni à la mission par la CPS-SDR comporte pour chaque habitant résident recensé, entre autres:

- ses identifiants géographiques de sa résidence (région, cercle, commune, arrondissement, milieu)
- le numéro de la SE de résidence;
- le numéro de son ménage dans la SE ;
- son sexe ;
- son âge ;
- son activité principale.

Les activités principales exercées par la population ont été regroupées en activité agricole (agriculture, élevage, pêche), et activité non agricole (toute autre activité).

Ce regroupement a permis de distinguer les ménages agricoles des ménages non agricoles :

- un ménage sera dit agricole si au moins un des membres a l'agriculture comme activité principale;
- un ménage sera dit non agricole si aucun de ses membres n'a l'agriculture comme activité principale.

Même s'il n'est pas exclu qu'un ménage non agricole d'une telle classification pratique l'agriculture, la classification a le mérite de faire ressortir les ménages à grande vocation agro-pastorale.

L'agrégation du fichier RGPH2009 au niveau ménage, puis SE, a permis d'avoir un fichier donnant pour chaque SE, outre les identifiants géographiques, le nombre de ménages agricoles et le nombre de ménages non agricoles.

Ce fichier, sous format SPSS, convertible dans divers formats, constituera la base de sondage du RGAE au 1^{er} degré.

5.2. Evaluation de la production céréalière 2014-2015

La production céréalière prévisionnelle 2014/2015 est estimée à 6 878 500 tonnes composée de 32,72 % de riz ; 28,70 % de maïs soit environ 61,42 % pour les deux cultures. Le groupe mil/sorgho représente 37,54 %

¹ Une section de dénombrement est une entité d'environ 800 habitants en milieu rural et 1500 habitants en milieu urbain.

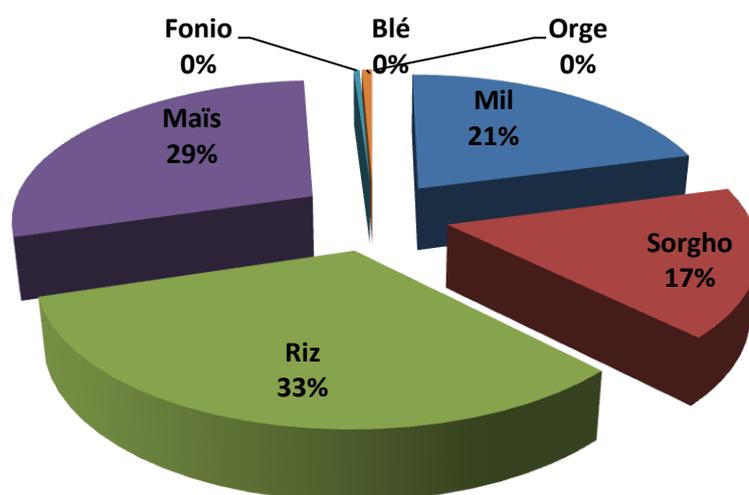
du total. Par ailleurs, l'analyse régionale montre que la production reste concentrée à Ségou (bassin du riz) avec 27,87 % et Sikasso (Bassin du Maïs) avec 31,65 % ; soit environ 60,60 % de la production totale pour les deux régions.

Tableau 5 : Production céréalière prévisionnelle

Production totale par région des céréales (Hivernage et Contre Saison)								
	Mil	Sorgho	Riz	Maïs	Fonio	Blé	Orge	Total
KAYES	49 976	228 473	18 806	164 430	2 388	-	-	464 072
KOULIKORO	195 564	403 269	111 409	258 640	1 380	-	-	970 260
SIKASSO	190 629	258 584	267 730	1 459 037	1 349	-	-	2 177 329
SEGOU	530 563	203 338	1 080 536	87 139	14 775	753	-	1 917 104
MOPTI	430 668	49 270	581 809	2 425	5 759	-	-	1 069 931
TOMBOUCTOU	31 853	10 054	69 411	2 239	-	44 100	-	157 659
GAO	-	-	121 330	-	-	500	315	122 145
Total	1 429 253	1 152 988	2 251 031	1 973 911	25 650	45 353	315	6 878 500

Source : EAC/CPS-SDR

Graphique 6 : Représentation de la production par culture



Source : EAC/CPS-SDR

5-2- comparaison à celle de 2013/2014 et à la moyenne des 5 dernières années :

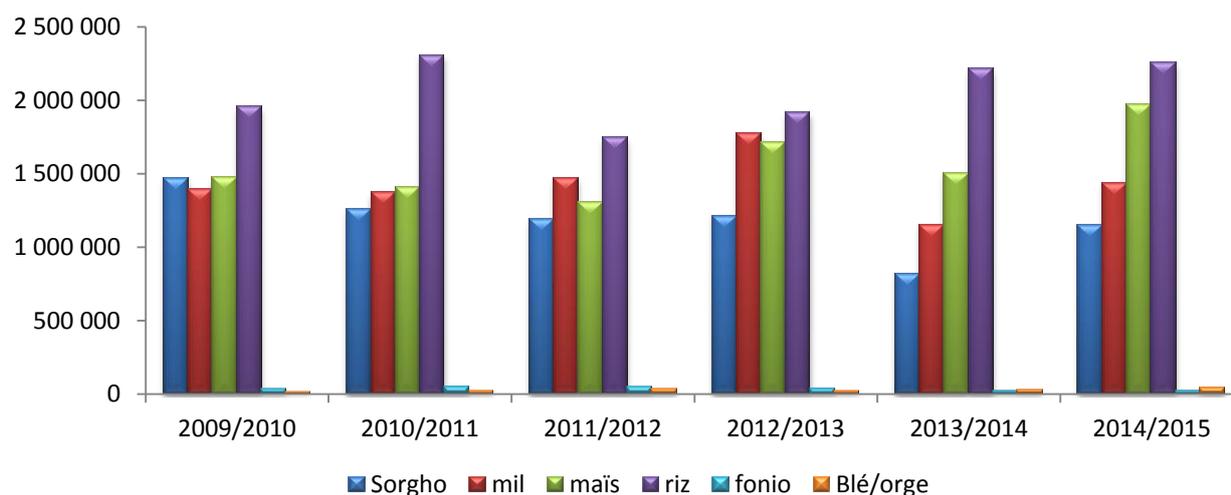
La production prévisionnelle 2014/2015 est en hausse de 11,17 % par rapport à la moyenne des cinq dernières campagnes et de 19,92 % par rapport à 2013/2014. Le mil et le sorgho enregistrent des baisses respectives de 0,06 % et 3,04 % par rapport à la moyenne des 5 dernières campagnes ; mais sont en hausse de 24,03 % et 40,68% par rapport à 2013/2014. Le Maïs a aussi connu une forte progression de 33,46% par rapport à la moyenne et 31,36% sur 2013/2014.

Tableau 6: Evolution de la production Céréalière (en tonne)

Cultures	Sorgho	mil	maïs	riz	fonio	Blé/orge	Total
Année							
2009/2010	1 465 620	1 390 410	1 476 995	1 950 805	35 480	15 132	6 334 442
2010/2011	1 256 806	1 373 342	1 403 576	2 305 612	52 346	23 788	6 415 470
2011/2012	1 191 020	1 462 139	1 298 234	1 741 472	51 021	33 842	5 777 728
2012/2013	1 212 440	1 772 275	1 713 736	1 914 867	40 071	21 038	6 674 427
2013/2014	819 605	1 152 331	1 502 717	2 211 920	22 090	27 430	5 736 093
Moyenne de 2009/2010 à 2013/2014	1 189 098	1 430 099	1 479 052	2 024 935	40 202	24 246	6 187 632
2014/2015	1 152 988	1 429 253	1 973 911	2 251 031	25 650	45 668	6 878 500
Variation par rapport à la moyenne de 09/10 à 13/14 (%)	-3,04	-0,06	33,46	11,17	-36,20	88,35	11,17
Variation par rapport à la campagne 13/14 (%)	40,68	24,03	31,36	1,77	16,12	66,49	19,92

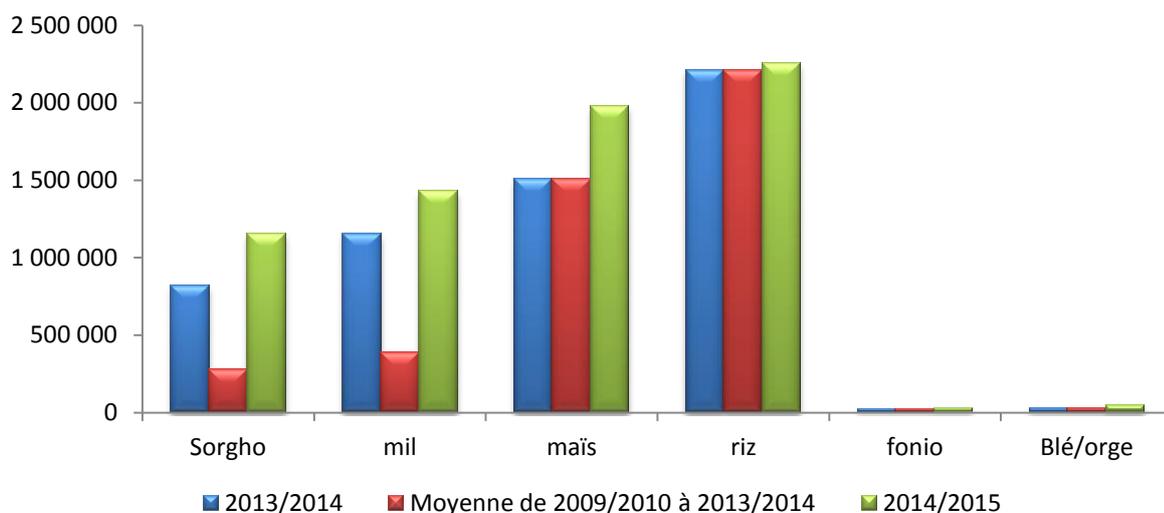
Source : EAC/CPS-SDR

Graphique 7 : Evolution de la production céréalière par culture



Source : EAC 2014

Graphique 8 : Comparaison de la production céréalière prévisionnelle 2014/2015 à celle de 2013/2014 et à la moyenne des 5 dernières années (2009/2010 à 2013/2014)



Cultures	Superficie	RDT	Production
Patate Douce	18 831	19,040	358 535,54
Igname	3 165	15,975	50 559,34
Manioc	4 764	17,260	82 223,19
Niébé	161 082	0,644	103 736,82
Arachide	762 000	0,955	727 710,43
Voandzou	65 001	0,685	44 525,52
Soja	6 615	0,636	4 207,29
Sésame	153 685	0,444	68 236,34

5.3. Rappel des objectifs de production de Tubercules en tonnes

Cultures	Prévision 2014-2015 (tonnes)	Rappel 2013-2014
Manioc	138 012	6 613
Igname	83 565	10 294
Patate	394 179	4 206

5.4. Evaluation de la production des oléagineux et comparaison 2014-2015 à celle de 2013/2014 et à la moyenne de 5 dernières années (2009 à 2013)

Cultures	Prévision 2014-2015 (tonnes)	Rappel 2013-2014
Arachide	414 144	515 333
Sésame	21 739	19 742
Soja	5860	2 580

5.5. Evaluation de la production de légumineuse et comparaison 2014-2015 à celle de 2013/2014 et à la moyenne des 5 dernière années (2009 à 2013)

Cultures	Prévision 2014-2015 (tonnes)	Rappel 2013-2014
Niébé	138 012	168 266
Voandzou	83 565	2 261

5.6. Evaluation de la production de Coton 2014/2015 à celle de la moyenne des 5 dernières années (2003 à 2013) :

La campagne cotonnière a donné des résultats prévisionnels de production meilleurs à ceux de la campagne 2013/ 2014. Toutefois, les intentions d'emblavures n'ont pas été atteintes compte tenu des éléments suivants :

- poches de sécheresse en juin et juillet occasionnant des semis tardifs,
- parcelles de coton reconverties ou tout simplement abandonnées suite à un enherbement excessif,

En conséquence, la réalisation en superficie a été de **539 652 ha** sur une prévision de **570 300 ha**.

D'autres facteurs ont impacté la productivité :

- Le retard dans les apports d'engrais suite aux poches de sécheresse,
- Les pluies d'octobre ayant entraîné la pourriture des capsules de base.

Tenant compte de l'ensemble de ces facteurs ci-dessus cités, la situation se dresse comme suit :

Plan de campagne / Superficie (ha)	570 300
Plan de campagne / Production coton graine 2014/ 2015 (tonnes)	600 000
Surface totale semée (ha)	562 326
Pourcentage de réalisation	98,60%
Surface totale abandonnée (ha)	23 167
Surface totale retenue et redressée (ha)	539 652
Prévisions de production coton graine d'Octobre (tonne)	547 700

5-7-Calcul des proxys caloriques par région

L'analyse des proxys caloriques montre une amélioration des situations alimentaires prévisionnelles en 2015 pour les populations des régions de Sikasso, Ségou, Mopti et Koulikoro. Ces régions ont une disponibilité énergétique céréalière supérieure à la norme requise (2 100kcal/personne/jour). Sikasso et Ségou se démarquent des autres régions par leur grande production en Maïs (Sikasso) et en riz (Ségou). La région de Koulikoro est en forte amélioration par rapport à la campagne passée et dépasse légèrement la norme. Cette amélioration de la disponibilité énergétique céréalière s'explique par une augmentation de la production céréalière que ces régions doivent observer au cours de la campagne agricole 2014/2015. Concernant les régions de Kayes et Gao, malgré une augmentation de la production céréalière par rapport à l'année passée, ces deux régions restent en deçà de la norme. Quant à Tombouctou, non seulement elle a connu une baisse de production par rapport à l'année passée mais une disponibilité énergétique céréalière inférieure à la norme.

Cette situation étant globalement satisfaisante sur le plan national (à part Kayes, Tombouctou et Gao inférieures à la norme) peut cacher à l'intérieur, des zones de déficit qui nécessitent d'être identifiées à travers d'autres outils de sécurité alimentaire.

Tableau 7: proxys calorique par région (kcal/personne/jour)

Région	Population 2015	mil	sorgho	mais	fonio	riz	blé	Proxy
Kayes	2 460 494	161	742	554	8	45		1 509
Koulikoro	2 989 334	518	1 078	717	4	219		2 535
Sikasso	3 262 178	463	633	3 708	3	482		5 289
Ségou	2 885 960	1 456	563	250	40	2 197	2	4 508
Mopti	2 513 062	1 357	157	8	18	1 359		2 898
Tombouctou	832 821	303	96	22		489	412	1 323
Gao	669 305					1 064	6	1 070

Source : CPS/SDR à partir des données de l'EAC 2014/2015 et le RGPH 2009

VI. ELEMENTS DU BILAN CERELIERE PREVISIONNEL

6.1 Population au 30/04/2015

Selon le recensement démographique d'avril 2009 réalisé par l'INSTAT, la population totale du Mali se chiffre à 14 517 176 habitants. Sur la base du taux annuel de croissance de 3,6 %, elle a été estimée à **17 949 017** habitants au 30 avril 2015.

6.2 Production disponible

Après déduction des pertes, des prévisions de semences et application des coefficients de transformation aux productions brutes, on obtient une production disponible d'environ **5 331 240** tonnes, dont **1 397 890** tonnes de riz ; **38 820** tonnes de blé ; **3 894 530** tonnes de céréales sèches.

Tableau 8: Production disponible (en tonne)

Produits	Production brute	Production nette
Céréales sèches	4 581 800	3 894 530
Riz	2 251 030	1 397 890
Blé	45 670	38 820
Total	6 878 500	5 331 240

Source : CPS/SDR

6.3 Norme de consommation

La norme de consommation céréalière a été estimée à 214 kg/habitant/an (*EMEP 2001*). La norme de consommation des céréales sèches a été calculée en diminuant la norme de consommation céréalière des moyennes des consommations apparentes des cinq dernières années du riz et du blé. Ces consommations apparentes sont calculées à partir des bilans nationaux ex-post des campagnes précédentes. Ainsi, on obtient : **73,85** kg pour le riz, **10,00** kg pour le blé et **130,15** kg pour les céréales sèches.

6.4 Stocks initiaux au 1er novembre 2014

Le stock paysan est obtenu à partir de l'Enquête Agricole de Conjoncture. Il est estimé au 1er Novembre 2014 à **119 278** tonnes toutes céréales confondues (Mil, Sorgho, Riz, Maïs). Les autres stocks sont fournis par le CSA (DNCC, OPAM, PAM).

Tableau 9 : Stocks initiaux au 1er novembre 2013 (en tonne)

Désignation	Riz	Céréales sèches	Total
Stock paysan	10 630	108 648	119 278
DNCC	64 481	5 780	70 261
OPAM	1163,55	5 927,70	7 091,25
PAM	3 346,05	5 666,923	9 012,97
Total	79 620,6	126 022,62	205 643,22

Source : CPS/SDR-CSA

6.5 Stocks finaux prévus au 31 octobre 2015

Les stocks privés commerçants et les stocks paysans sont obtenus à partir de la moyenne des stocks au 31 octobre des cinq dernières années. Ces stocks sont présentés ainsi que suit :

Tableau 10 : Stocks finaux prévus au 31/10/2015 (en tonne)

Désignation	Riz	Blé	Céréales sèches	Total
Stocks paysans	76 420	380	253 572	330 372
Autres stocks	40 920	2 130	15 340	58 390
Total	117 340	2 510	268 912	388 762

Source : CPS/SDR

6.6 Prévisions d'importations et aides prévues du 01/11/14 au 31/10/2015

Les prévisions d'importations commerciales sont établies à partir de la moyenne des importations réalisées entre 2009 et 2013, soit **412 110** tonnes dont 230 920 tonnes de riz, 176 920 tonnes de blé et 4 260 tonnes de céréales sèches.

Les prévisions d'aides alimentaires sont estimées sur la moyenne des cinq dernières années. Ainsi, nous obtenons **14 760** tonnes d'aides alimentaires dont 9 530 tonnes de riz, 2 410 tonnes de blé et 2 820 tonnes de céréales sèches.

Tableau 11: Prévisions d'importations et aides prévues 2014/2015 (en tonne)

TYPES	Riz	Blé	Céréales sèches	Total
Importations commerciales	230 930	176 920	4 260	412 110
Aides alimentaires	9 530	2 410	2 820	14 760
Total	240 460	179 330	7 080	426 870

Source : CPS/SDR

6.7 Prévisions d'exportations du 01/11/14 au 31/10/2015

Les exportations sont obtenues en calculant la moyenne des réalisations de 2009 à 2013. Ainsi, il est prévu une exportation céréalière totale de **8 760** tonnes, composée de 770 tonnes de riz, 3 490 tonnes de blé et 4 500 tonnes de céréales sèches.

Tableau 12 : Exportations prévues 2014/2015 (en tonne)

Spécifications	Exportation (en tonne)
Riz	770
Blé	3 490
Céréales sèches	4 500
Total	8 760

Source : CPS/SDR

6.8 Bilan céréalier prévisionnel 2014/2015

Le bilan céréalier dégage une disponibilité apparente de **312,93** kg/habitant/an dont **116,59** pour le riz **11,96** pour le Blé/orge et **184,38** pour les céréales sèches.

Tableau 13 : Bilan céréalier prévisionnel 2014/2015 (en millier de tonne)

Postes	Riz	Blé et orge	Céréales sèches	Total
Population au 30/04/2015				17 949 017
1 Disponibilité	1477,51	38,82	4020,55	5536,88
Production brute	2251,03	45,67	4581,80	6878,50
Production disponible	1397,89	38,82	3894,53	5331,24
Stocks au 01/11/14	79,62	0	126,02	205,64
Stocks paysans	10,63		108,65	119,28
Autres stocks	68,99		17,37	86,37
2 Besoins	1442,81	182,05	2604,98	4229,84
Norme de consommation (kg/hbt/an)	73,85	10,00	130,15	214,00
Consommation humaine	1325,47	179,55	2336,07	3841,09
Stocks finaux	117,34	2,50	268,91	388,75
Stocks paysans	76,42	0,38	253,57	330,37
Autres stocks	40,92	2,13	15,34	58,39
3 Excédent (+) Déficit (-) brut	34,70	-143,23	1415,57	1307,04
4 Solde import-export	239,68	175,84	2,59	418,11
Importations commerciales prévues	230,92	176,92	4,26	412,11
Aides prévues	9,53	2,41	2,82	14,76
Exportations prévues	0,77	3,49	4,50	8,76
5 Excédent (+) déficit (-) net	274,38	32,61	1418,16	1725,15
6 Disponibilité apparente (kg/hbt/an)	95,67	11,96	224,14	331,77

Source : CPS/SDR

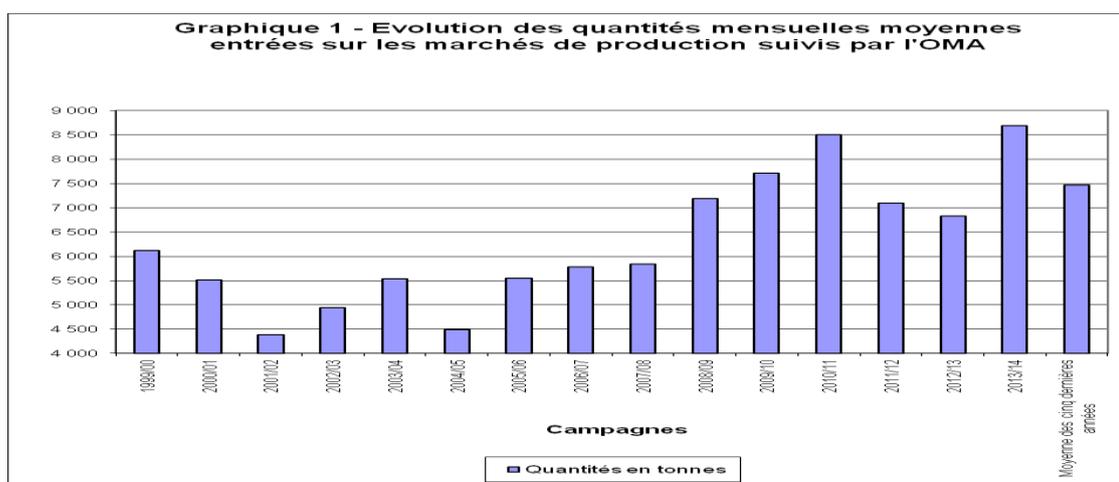
VII. Perspectives alimentaires et évolution des prix des céréales sur les marchés et des offres paysannes

7.1. Evolution des prix des céréales sur les marchés et des offres paysannes

7.1.1. Niveau d'approvisionnement des principaux marchés

Du début de la campagne de commercialisation (novembre 2013) jusqu'en ce mois d'octobre 2014, les quantités mensuelles moyennes vendues par les producteurs sont en hausse par rapport à la même période de l'année dernière et par rapport aux quantités mensuelles moyennes vendues au cours des cinq (5) dernières années (Cf. graphique ci-dessous).

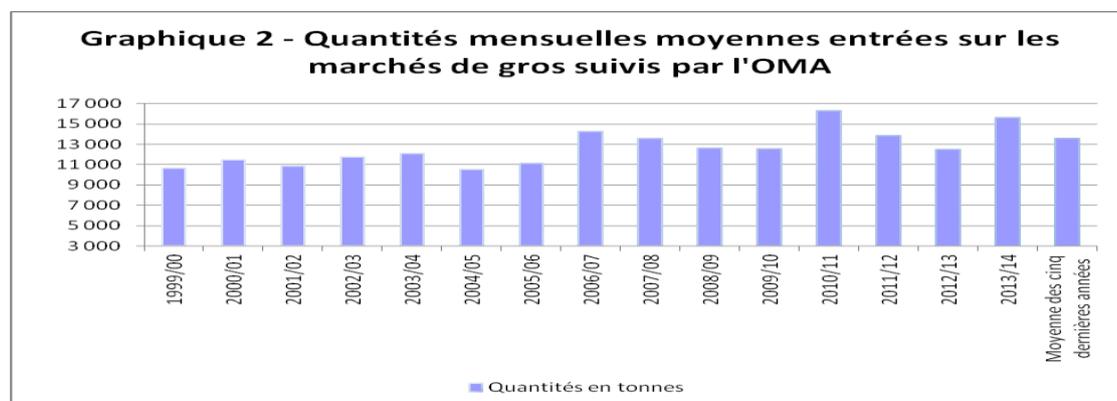
Graphique 9 : Evolution des quantités mensuelles moyennes entrées sur les marchés de production



Source : Observatoire du marché agricole

C'est le même cas de figure qui s'observe sur les marchés de gros des capitales régionales où les quantités mensuelles moyennes entrées entre novembre 2013 et octobre 2014 sont en hausse par rapport à celles de l'année dernière et par rapport aux quantités mensuelles moyennes entrées au cours des cinq (5) dernières années (Cf. graphique 2 ci-dessous).

Graphique 10 : quantités mensuelles moyennes entrées sur les marchés de gros



Source : Observatoire du marché agricole

Durant le mois d'Octobre, la hausse des quantités mensuelles moyennes transigées sur les marchés par rapport à l'année dernière et par rapport à la moyenne des cinq dernières années prouve que les transactions ont été

beaucoup plus importantes sur les marchés par rapport aux périodes indiquées. En effet contrairement à l'année dernière, le stock national de sécurité a été pratiquement reconstitué cette année. De même le PAM a effectué des achats dans le cadre de son programme pays. La demande émanant du sahel occidental et des régions du nord a été relativement forte à cause d'une mauvaise campagne agricole 2013/2014.

7.1.2. Evolution des prix des céréales de base

7.1.2.1-Prix aux producteurs

a-Prix aux producteurs des céréales sèches

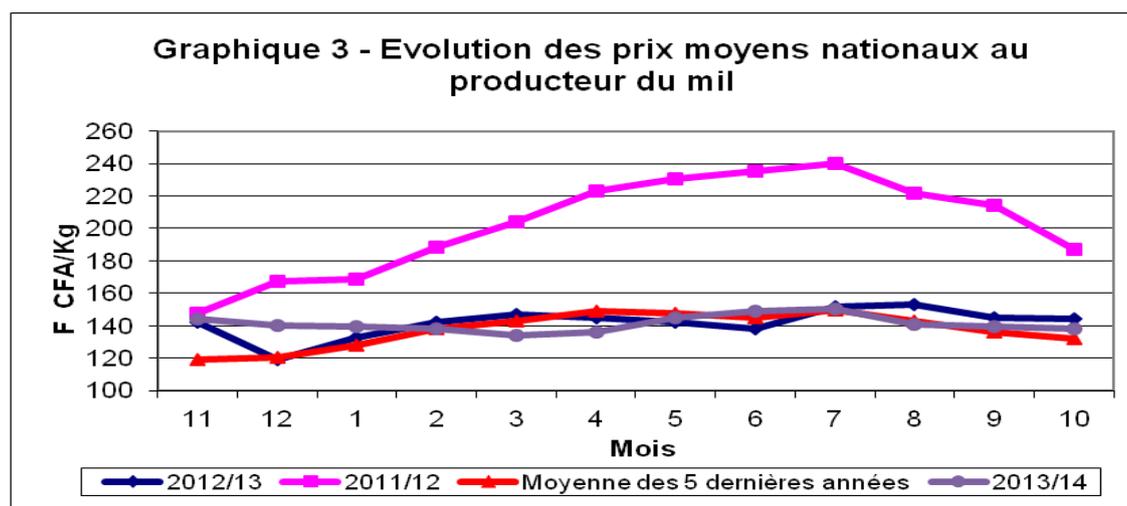
Entre le mois de Septembre et celui d'Octobre, les prix moyens nationaux au producteur des céréales sèches sont passés de 139 à 138 F/kg pour le mil, de 128 à 125 F/kg pour le sorgho et de 97 à 81 F/kg pour le maïs. La légère baisse des prix des céréales sèches provient de l'arrivée progressive des nouvelles récoltes sur les marchés.

Par rapport à la même période de l'année dernière, les prix moyens nationaux pondérés au producteur sont en baisse pour le mil et le maïs et en hausse pour le sorgho. La baisse des prix du maïs est due à une bonne campagne agricole 2014/2015 et à l'arrivée des nouvelles récoltes de maïs sur les marchés. S'agissant du mil, il provient de plusieurs facteurs dont le plus important est la diminution de sa demande à cause du report de consommation du mil au sorgho, dont le prix actuel est inférieur à celui du mil de 13 F/Kg. Pour ce qui concerne la hausse du prix du sorgho, elle provient de l'augmentation de sa demande.

Par rapport au prix moyen des cinq (5) années passées, les prix moyens nationaux au producteur du mil et du sorgho sont supérieurs, ceux du maïs sont inférieurs.

De novembre 2013 à octobre 2014, les prix au producteur sont passés de 144 à 138 F/Kg pour le mil, de 109 à 125 F/Kg pour le sorgho et de 97 à 81 F/Kg pour le maïs, ce qui donne, au cours de ces douze (12) mois, des variations de -4% pour le mil, +15% pour le sorgho et de -16% pour le maïs.

Graphique 11 : Evolution des prix moyens nationaux au producteur du mil

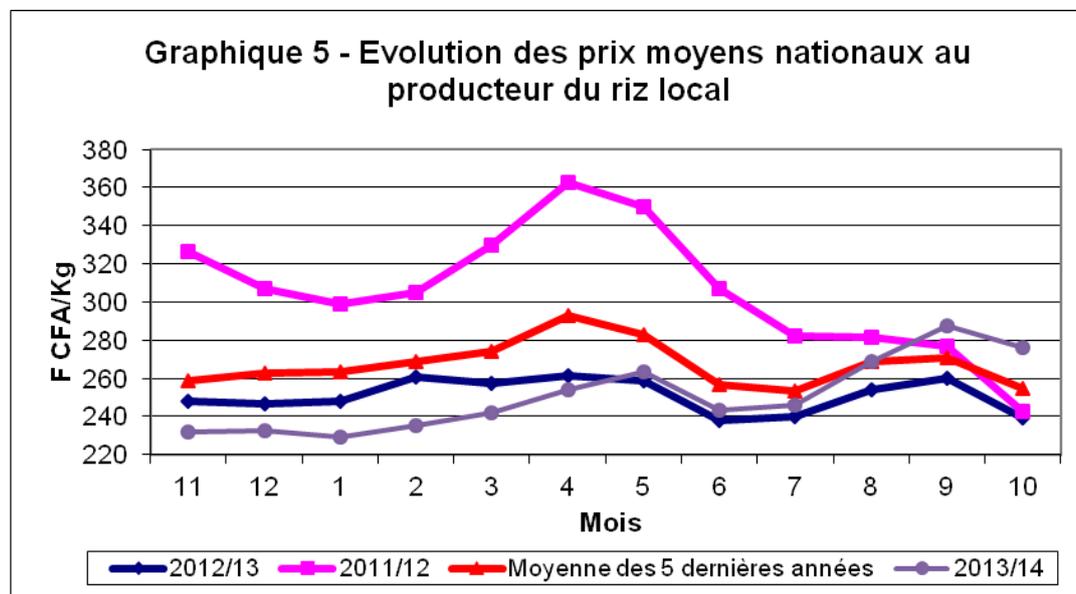


Source : Observatoire du marché agricole

b/Prix au producteur du Riz

De Septembre à Octobre 2014, le prix au producteur du riz local a légèrement baissé en passant de 287 à 276 F/kg. Cette baisse provient de l'arrivée sur les marchés des nouvelles récoltes de riz locaux. Le prix au producteur du riz local de ce mois d'octobre 2014 est supérieur à celui d'octobre 2013 et au prix moyen des mois d'octobre des cinq (5) dernières années.

Graphique 12 : Evolution des prix moyens nationaux au producteur du riz local



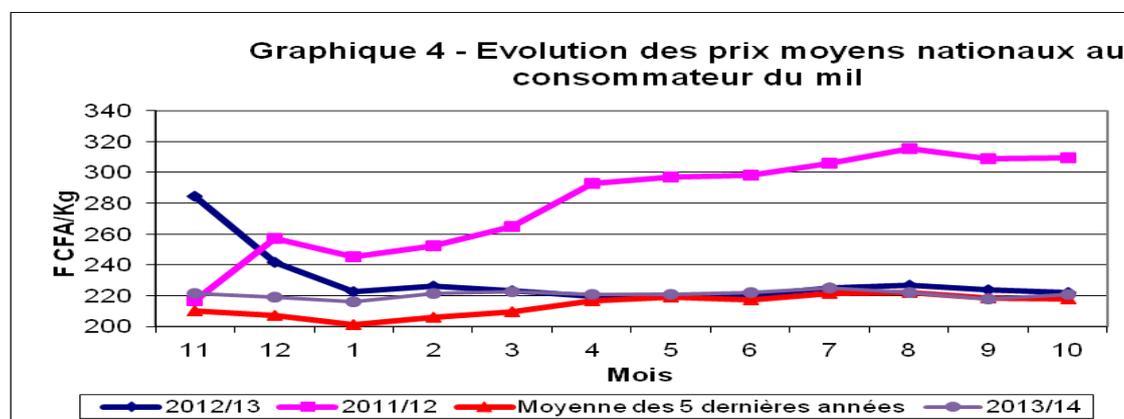
Source : Observatoire du marché agricole

7.1.2.2. Prix au consommateur

a/Prix au consommateur des céréales sèches

De Novembre à Octobre 2014, les prix au consommateur des céréales sèches ont légèrement fluctué à la hausse pour le mil et le sorgho mais relativement stables pour le maïs. Ainsi, les prix sont passés de 218 à 221 F/kg pour le mil, de 193 à 197 F/kg pour le sorgho et de 179 à 178 F/kg pour le maïs.

Graphique 13 : Evolution des prix moyens nationaux au consommateur du mil



Source : Observatoire du marché agricole

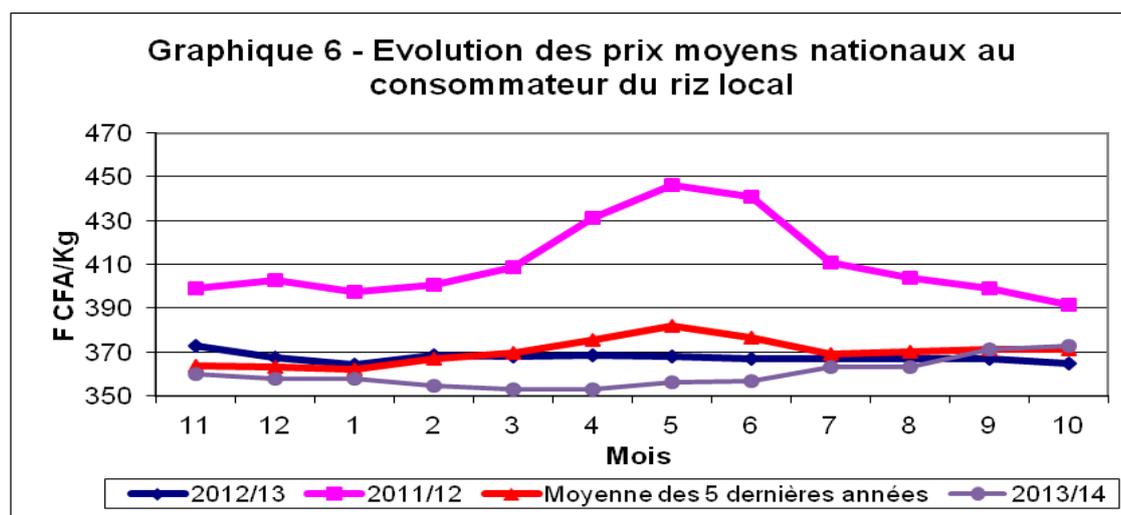
S'agissant des prix moyens au consommateur, ils ont été, durant les douze (12) mois de la campagne de commercialisation (période allant de novembre 2013 à octobre 2014), relativement stables pour le mil et le maïs et légèrement à la hausse pour le sorgho. Ainsi ils sont passés de 222 à 221 F/Kg pour le mil, de 177 à 178 F/Kg pour le maïs et de 190 à 197 F/Kg pour le sorgho. Ce qui donne de faibles variations pour les douze (12) mois passés de cette campagne de commercialisation.

Depuis le début de cette campagne de commercialisation, les prix au consommateur sont majoritairement inférieurs à ceux de l'année dernière et la moyenne des prix des cinq dernières années pour les mil/sorgho et maïs.

b/Prix au consommateur du riz local

Entre le mois de Septembre et d'Octobre, le prix du riz local a encore haussé. En effet, il est passé de 371 à 373 F/Kg ce mois-ci. Le niveau des prix au consommateur du riz local reste supérieur à celui de l'année dernière et à celui du prix moyen des cinq (5) dernières années. Le prix au consommateur du riz local a observé une baisse de novembre 2013 à avril 2014 en passant de 360 à 353 F/kg. A partir d'avril 2014 jusqu'en juillet, il a été constaté une légère hausse du prix de cette spéculation en passant de 353 à 363 F/kg. Il est passé de 371 à 373 F/Kg ce mois-ci.

Graphique 14 : Evolution des prix moyens nationaux au consommateur du riz local



Source : Observatoire du marché agricole

c/ Sur les marchés à bétails, Sur les marchés à bétails, les effectifs d'animaux présentés à la vente sont en augmentation surtout en petits ruminants en cette période de veille de fête de Tabaski. Les prix moyens des animaux sont en hausse par rapport au mois dernier et par rapport à la moyenne des cinq dernières années. Le prix moyen de la chèvre est globalement à la hausse comparativement au mois passé et à la moyenne des cinq dernières années. Les termes de l'échange chèvre/céréales sont en amélioration par rapport au mois précédent aux niveaux de presque tous les chefs-lieux de cercle excepté à Gourma Rharous où on note une dégradation. Comparé à la moyenne, Ils restent partout favorables aux éleveurs.

L'offre et la demande constatées sont en hausse dans les principaux marchés suivis chez toutes les espèces.

☞ le prix des bœufs de boucherie est en baisse dans les régions de Koulikoro, Sikasso et en hausse à Kayes, Ségou et Mopti. Quant à l'ovin mâle adulte, la tendance est à la hausse au niveau de l'ensemble des marchés suivis.

- le prix du bœuf de boucherie a varié de 253 250 FCFA à Mopti à 282 000 FCFA à Ségou;
- l'ovin mâle adulte a coûté de 47 000 FCFA à Sikasso à 80 000 FCFA à Bamako District;
- le caprin mâle adulte a été vendu entre 30 000 FCFA à Sikasso et 43 000 FCFA au District de Bamako ;
- le prix de l'asin mâle adulte a varié de 40 000 FCFA à Sikasso à 56 000 FCFA à Bamako District ;
- le camelin mâle adulte a été vendu à 370 000 FCFA à Mopti ;
- Concernant la volaille, le prix le plus bas du coq a été observé sur le marché de Mopti (1 900 FCFA) et le plus élevé à Kayes (3250 FCFA).

☞ Concernant spécifiquement le bélier de Tabaski, les grandes tendances observées au niveau des principaux marchés et points de vente du District de Bamako, font apparaître des prix variant entre 41 450 FCFA à 130 000 **FCFA**. En général, les prix sont en légère augmentation par rapport à la semaine dernière. Les prix oscillent entre **62 500 FCFA** à **117 000 FCFA**.

Conclusions et Perspectives.

Dans les mois à venir, les récoltes seront effectives et les prix des produits céréaliers vont connaître des baisses.

7.2. Santé- nutrition

La situation épidémiologique est calme dans l'ensemble. Toutefois, 1 cas de fièvre hémorragique à virus EBOLA a été notifié par l'hôpital régional de Kayes. Dans le cadre de la prévention, les services socio-sanitaires du pays ont pris les mesures qui s'imposent en la matière afin d'éviter la propagation de l'épidémie.

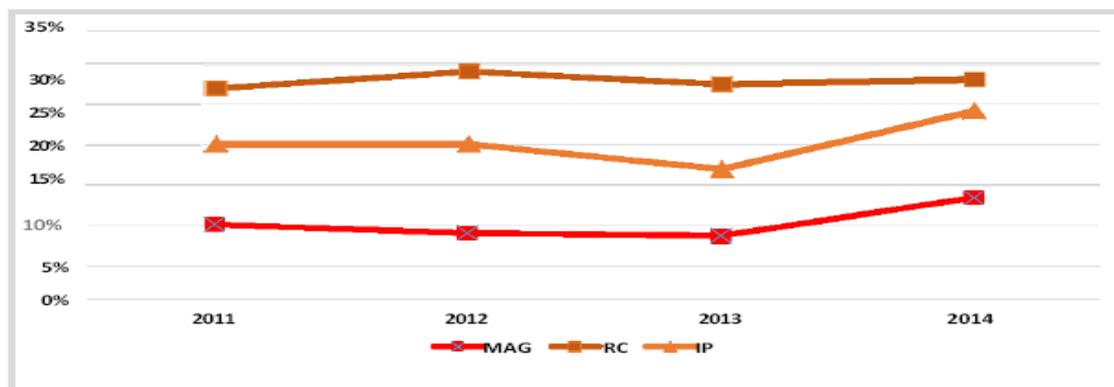
La prévalence nationale de la malnutrition aigüe globale est de 13,3% [11,7-15,0] pour l'ensemble des régions enquêtées. Autrement dit plus d'un enfant sur dix souffre de la malnutrition aigüe dans l'ensemble des régions du Mali, excepté Gao et Kidal qui n'ont pas été couvertes par l'enquête. Selon l'échelle de classification de l'OMS, cette prévalence nationale est jugée élevée et correspond à une situation nutritionnelle grave. La prévalence de la malnutrition aigüe sévère souvent mortelle pour les enfants est de 2,9% [2,3-3,5], cette prévalence est considérée comme élevée en raison du risque de mortalité que la malnutrition aigüe sévère représente pour l'enfant.

Au niveau régional, Sikasso a la prévalence de la malnutrition aigüe globale la plus faible (9,4%) alors que Tombouctou se retrouve avec la prévalence la plus élevée (14,8%). Comme le niveau national, toutes les régions sont dans une situation grave avec des prévalences situées entre (10% et 15%), sauf la région de Sikasso où la prévalence est modérée, correspondant donc à une situation précaire.

La malnutrition aigüe globale au niveau national est passée de 8,6% en 2013 à 13,3% en 2014. Toutefois, la région de Tombouctou qui a le taux le plus élevé n'a pas été enquêtée en 2013.

Graphique 15 : Evolution des prévalences nationales de la malnutrition aigüe globale, l'insuffisance pondérale et de la malnutrition chronique entre 2011 et 2014

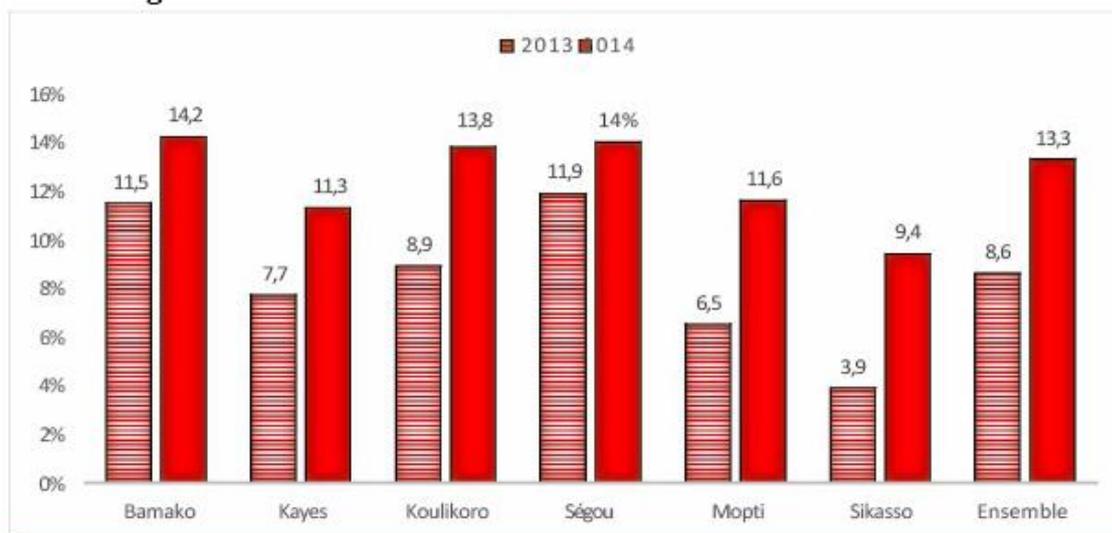
Figure 16 : L'évolution des prévalences nationales de la malnutrition aigüe globale, de l'insuffisance pondérale, et de la malnutrition chronique entre 2011 et 2014 au Mali.



Source : Direction nationale de la Santé (DNS), INSTAT, Enquête SMART 2014

Graphique 16 : Comparaison des prévalences de la malnutrition aigüe globale (SMART 2014 versus SMART 2013) chez les enfants de 6 à 59 mois par région et ensemble du Mali

Figure 12 : Comparaison des prévalences de la malnutrition aigüe globale (SMART 2014 versus SMART 2013) chez les enfants de 6 à 59 mois par région et ensemble du Mali.



Source : Direction nationale de la Santé (DNS), INSTAT, Enquête SMART 2014

VIII. VII Les zones à risque identifiées (en phases courante et projetée 2014)²

Contexte

Le cumul pluviométrique est normal à excédentaire dans le sud et le centre du pays et déficitaire au nord et par endroits dans le Sahel Occidental.

Le niveau de la crue est inférieur à celui de l'année dernière et à la moyenne quinquennale. Cela impacte négativement les productions de riz de submersion, de bourgou et halieutiques dans le delta central de Mopti et les régions de Tombouctou et Gao.

La situation phytosanitaire a été calme dans l'ensemble. Toutefois, les oiseaux granivores constituent une menace dans la zone de l'Office du Niger, les zones rizicoles des régions de Mopti, Tombouctou, Gao et au sahel occidental où des dégâts moyens à importants ont été déjà constatés.

La production céréalière est de moyenne à bonne dans le pays avec des poches de baisses de productions dans certains cercles des régions de Kayes, Mopti, Tombouctou et Gao.

Les stocks paysans et commerçants sont faibles mais en reconstitution.

L'état d'approvisionnement des marchés en céréales est satisfaisant dans l'ensemble. La stabilité voire la baisse saisonnière habituelle des prix est observée en cette période.

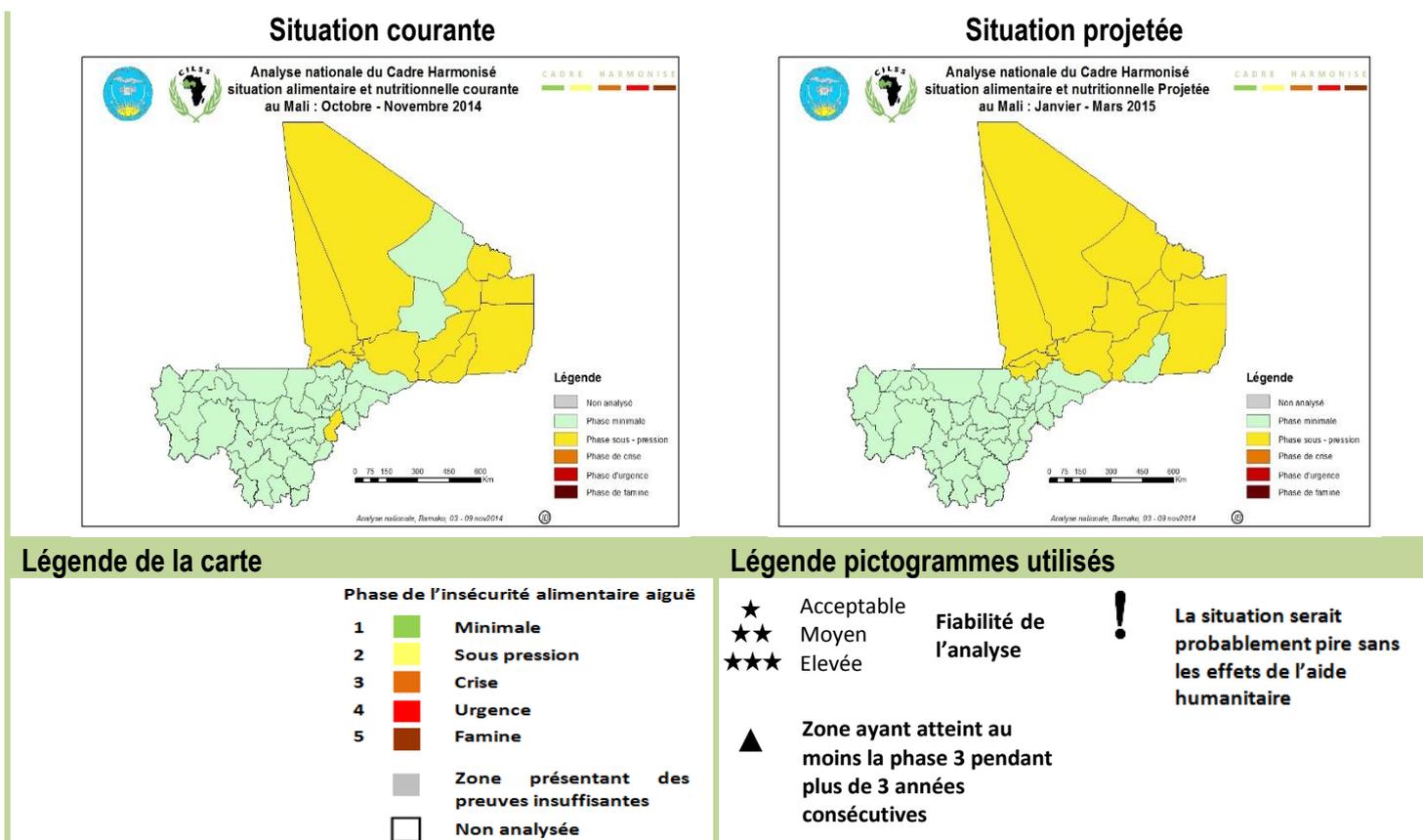
Les moyens d'existence connaissent une faible dégradation dans les régions nord du pays et dans les zones affectées par la baisse de production. En plus des taux de mortalité excessive de bétail ont été enregistrés dans certaines zones durant la période de soudure pastorale.

La situation nutritionnelle s'est dégradée dans certaines zones avec des taux élevés et au-dessus du seuil d'alerte.

L'insécurité au nord du pays et la faiblesse de la crue au niveau des mares et lacs affecteront négativement l'accessibilité alimentaire et les moyens d'existence.

² Résultats de l'évaluation de la situation alimentaire selon le cadre harmonisé

Graphique 17 : Situations courante et projetée du cadre harmonisé



Source : SAP, 2014

Principaux résultats et problèmes

L'analyse fait ressortir les résultats suivants :

Pour la situation courante (octobre - décembre 2014)

- Zones en phase 3, 4 et 5 : Aucune zone n'a été identifiée en situation de crise, d'urgence ou de famine ;
- Zones en phase 2 : 12 cercles ont été identifiés en phase sous pression. Il s'agit notamment de Tominian dans la région de Ségou ; Tombouctou, Diré, Goundam, Gourma Rharous et Niafunké dans la région de Tombouctou ; Gao, Ansongo et Ménaka dans la région de Gao ; Kidal, Abeibara et Tin Essako dans la région de Kidal ;
- Zones en phase 1 : 37 cercles en phase minimale.

L'estimation des populations par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle fait ressortir :

263 039 personnes (soit environ 1,5% de la population totale du pays) en phase 3 à pire.

1 681 313 personnes en phase 2 – sous pression (soit environ 10% de la population totale du pays).

Ces populations sont réparties dans toutes les régions du Mali dont le détail est donné dans le tableau ci dessous.

Tableau 14 : Population totale estimée en situation courante (octobre - décembre 2014)

Région	Population totale	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Population Phase 3 à 5
Tombouctou	804 000	534 134	206 350	63 516	0	0	63 516
Kidal	81 000	61 455	12 525	7 020	0	0	7 020
Koulikoro	2 884 999	2 503 491	344 733	36 776	0	0	36 776
Kayes	2 398 674	2 152 522	211 141	35 011	0	0	35 011
Ségou	2 786 001	2 453 172	324 925	7 904	0	0	7 904
Sikasso	3 148 999	2 871 157	255 255	22 587	0	0	22 587
Gao	646 000	476 652	123 683	45 665	0	0	45 665
Mopti	2 356 001	2 108 740	202 701	44 560	0	0	44 560
Bamako	2 157 000	-	-	-	-	-	-
Pays	17 262 674	13 161 322	1 681 313	263 039	-	-	263 039

NB : le district urbain de Bamako n'a pas été analysé

Pour la situation projetée (janvier - mars 2015)

Zones en phase 3, 4 et 5 : Aucune zone n'a été identifiée en situation de crise, d'urgence ou de famine ;

Zones en phase 2 : 14 cercles ont été identifiés en phase sous pression. Il s'agit notamment de Youwarou dans la région de Mopti ; Tombouctou, Diré, Goundam, Gourma Rharous et Niafunké dans la région de Tombouctou ; Gao, Bourem et Ménaka dans la région de Gao ; Kidal, Abeibara, Tessalit et Tin Essako dans la région de Kidal ;

Zones en phase 1 : 35 cercles en phase minimale. Il faut souligner que les cercles de Tominian et Ansongo passent en phase minimale sous l'hypothèse de l'amélioration de la consommation alimentaire, de l'évolution des moyens d'existence et de la situation nutritionnelle. Les cercles de Bourem, Tessalit et Youwarou basculent en phase 2 à cause de la dégradation probable de la consommation alimentaire et des moyens d'existence.

L'estimation des populations (situation projetée) par phase de sévérité de l'insécurité alimentaire et nutritionnelle fait ressortir :

270 734 personnes (soit environ 1,5% de la population totale du pays) en phase 3 à pire.

1 799 401 personnes en phase 2 – sous pression (soit environ 10% de la population totale du pays).

Ces populations sont réparties dans toutes les régions du Mali. Le détail est donné dans le tableau 15.

Tableau 15: Population totale estimée en situation projetée (janvier - mars 2015)

Région	Population totale	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4	Phase 5	Population Phase 3 à 5
Tombouctou	828 000	504 564	247 323	76 113	0	0	76 113
Kidal	83 001	55 965	17 919	9 117	0	0	9 117
Koulikoro	2 971 001	2 653 595	297 508	19 898	0	0	19 898
Kayes	2 444 999	2 245 175	188 558	11 266	0	0	11 266
Ségou	2 867 999	2 446 661	410 088	11 250	0	0	11 250
Sikasso	3 242 001	2 988 222	237 645	16 135	0	0	16 135
Gao	665 000	496 487	138 162	30 351	0	0	30 351
Mopti	2 497 001	2 138 197	262 198	96 605	0	0	96 605
Bamako*	2 220 000	-	-	-	-	-	-
Pays	17 819 002	13 528 867	1 799 401	270 734	-	-	270 734

NB : le district urbain de Bamako n'a pas été analysé

Recommandations

A L'ENDROIT DU CILSS, DU GOUVERNEMENT ET SES PARTENAIRES

Renforcer les capacités du comité national d'analyse et des partenaires sur l'utilisation du manuel du Cadre Harmonisé ;

Renforcer et pérenniser la réalisation des enquêtes (ENSAN, SMART, HEA,...) nécessaires à l'analyse Cadre Harmonisé ;

Améliorer la méthodologie d'estimation des populations vulnérables.

A L'ENDROIT DU GOUVERNEMENT ET DES PARTENAIRES

Elaborer très prochainement le plan de réponse aux urgences et de renforcement de la résilience en vue de :

Fournir une assistance alimentaire immédiate à 263 039 personnes en situation courante et à 270 734 en projeté ;

Réaliser des actions de renforcement de la résilience pour toutes les populations en insécurité alimentaire et nutritionnelle estimée à 1 944 332 personnes en phase courante et 2 070 135 personnes en situation projetée ;

Poursuivre et renforcer des actions de prévention et de prise en charge de la malnutrition qui est un problème préoccupant dans l'ensemble du pays.

IX. INTERVENTIONS DE L'ETAT

9.1. Par rapport aux appuis 2014 aux cultures vivrières

La campagne agricole a été marquée par la poursuite et le renforcement de l'appui à la production de l'Etat dans l'optique de contribuer à l'atteinte des objectifs de sécurité et de souveraineté alimentaires du pays. Ces appuis ont porté sur la subvention des intrants agricoles et la poursuite de l'**Opération Pluies Provoquées**. La disponibilité des engrais a permis de soutenir la croissance des cultures pour la plupart semées tardivement. Quant aux pluies provoquées elles ont permis la poursuite des semis et le développement des cultures dans certaines zones pendant les périodes défavorables

La Subvention des intrants agricoles

A/ Les semences

Le montant pour la subvention des semences de maïs hybrides est estimé à 412 950 000 FCFA. Au 10 Septembre 2014, les quantités de semences de maïs hybride placées auprès des producteurs sur la base des cautions techniques sont de 184 tonnes sur 275, soit environ (67%).

Tableau 16: Mise en place des semences de maïs hybride

Désignation	Maïs hybride (Tonne)
TOTAL	184,18
OBJET 2014/2015	275
Taux de mise en place	67%
Rappel 2012/2013	195,14 tonnes, 65%

Source : DNA

APPUIS EN SEMENCES DES PARTENAIRES

Plusieurs partenaires ont appuyé les producteurs en semences.

Les quantités semences placées auprès des producteurs par les partenaires sont estimées dans le *tableau 17*).

Tableau 17: Autres placements de semences (Partenaires)

DESIGNATION	SEMENCES (Kg)					
	RIZ	Sorgho	MIL	Arachide	Niébé	MAIS
DRA						
Kayes	1 000	14000		2000	2000	310
Koulikoro		417500				133500
Ségou	21 340	2214	1306		5365	3450
Mopti	109 500	9090	51720	400	16100	109500
Tombouctou	697 000	20 000	20 000	5 000	1 000	697 000
Gao	237750	25	81	0	0	237750
Total DRA	1 066 590	462 829	73 107	7 400	24 465	1 181 510

Source : Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)

B /Les engrais

La subvention d'engrais au titre de la campagne agricole 2014-2015 a concerné les cultures suivantes :

- **Riz irrigué** (la maîtrise totale et la submersion contrôlée) **et NERICA**,
- **Maïs** (conventionnel pour les bassins de production et hybride pour l'ensemble des zones),
- **Blé** pour l'ensemble des zones concernées ;
- **mil/sorgho** pour la bande sahélienne ;
- **Coton**.

La quantité d'engrais minéraux placée en fin Septembre est d'environ **331 451,85** tonnes (86%des prévisions) et **8 328,41** tonnes (38%) d'engrais organique (**20818,34** tonnes de DAP, **91 301** tonnes de complexe coton et **69738,41** tonnes de complexes céréales).

C / Montant des subventions des intrants agricoles

Les réflexions sur la politique de subvention au Mali se poursuivront au niveau du MDR. Les montants des subventions des engrais et semences de maïs hybride sont consignés dans le tableau ci dessous.

Tableau 18: Montant des subventions d'intrants agricoles

Cultures	Montant de la subvention en FCFA		
	Semences	Engrais	TOTAL
TOTAL	412 950 000	33 597 237 850	34 010 187 850

Source : Direction Nationale de l'Agriculture (DNA)

En fonction du type d'engrais, le montant de la subvention représente 40 à 45% du coût réel de cet intrant.

D/ APPUIS DES PARTENAIRES AU DEVELOPPEMENT

Plusieurs partenaires (Fonds National de Stabilisation Economique et sociale, Banque Mondiale/FAO, FNSES, CRS, IFDC, PAPAM, ADE-Nord, WAAPP, GIZ et USC-Canada, CICR, OXFAM- GB, ACTION CONTRE LA FAIM, SAVE THE CHILDREN, NRC...) ont appuyé les producteurs en intrants agricoles. Les quantités octroyées aux producteurs sont de **3 325,41** tonnes d'engrais, réparties comme suit :

- **82,35** tonnes d'engrais organique ;
- **1 986,1** tonnes d'urée ;
- **951,25** tonnes de DAP et ;
- **305,7** tonnes de complexes céréales.

9.2. Par rapport aux objectifs de moyen terme inscrits dans le PNISA

L'élaboration du plan de campagne 2014-2015 a coïncidé avec la fin du PNIP-SA ; la finalisation du PNISA qui va couvrir la période 2015-2025 et l'évaluation des plans nationaux du PDDAA et des plans nationaux du PNIA (PNISA, au Mali, dont le PNIP-SA est la première phase de cinq années), qui sont devenus les cadres de dépenses à moyen terme pour l'agriculture;

Par ailleurs, le Plan de campagne 2014-2015 dans le but d'atteindre les objectifs généraux ci-après :

- 36% de contribution du Secteur du Développement Rural au PIB et 75% aux recettes d'exportation,
- 7,9 % de croissance moyenne du PIB agricole (CSCR 2012-2017) et 6% de croissance annuelle du PIB agricole

-Engagement des plus hautes autorités du pays d'affecter 15% du budget national au Secteur du Développement Rural; taux supérieur aux 10% du budget national au secteur agricole selon la déclaration de la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement de Maputo, en 2003 sur le PDDAA.

Quant aux objectifs sectoriels, ils se retrouvent dans ceux de la politique agricole sont définis dans la LOA et la PDA et visent:

- la souveraineté et la sécurité alimentaires du pays ;
- la réduction de la pauvreté rurale ;
- la modernisation de l'agriculture familiale et le développement de l'agro-industrie ;
- la protection de l'environnement et la gestion durable des ressources naturelles ;
- l'augmentation de la contribution du secteur rural à la croissance économique.

9.3. Conclusion et perspectives

La campagne agricole a été marquée par la poursuite et le renforcement de l'appui à la production de l'Etat et de ses partenaires dans l'optique de contribuer à l'atteinte des objectifs de sécurité et de souveraineté alimentaires du pays. Ainsi, le volet subvention des intrants a été étendu à ceux d'élevage et de pêche.

Sur le plan pluviométrique, la répartition des pluies dans l'espace et dans le temps a été satisfaisante en dépit de quelques poches de sécheresse observées par endroits dans les régions de Kayes, Koulikoro, Mopti, Ségou et Sikasso. Le début de la saison a été précoce notamment dans la partie Sud du pays et normal à tardif dans les autres régions. Comparées à celles de 2013 et à la moyenne interannuelle établie sur la période 1981-2010, les quantités de pluie enregistrées au cours de cette campagne 2014-2015 ont été équivalentes à supérieures au niveau de la majorité des postes suivis. Toutefois certaines zones ont enregistré des déficits en comparaison à l'année 2013 et la moyenne trentenaire.

La situation hydrologique des principaux cours d'eau du pays est marquée par des écoulements faibles à normaux comparés à l'année 2013 et à la moyenne des cinq dernières années.

L'installation et le développement des cultures ont été variables en fonction de l'évolution du régime pluviométrique. Des retards de semis ont été signalés par endroits dans le Centre et le Nord du pays. Aussi, l'état des cultures est jugé globalement satisfaisant dans les régions sud du pays. Les principales céréales cultivées (maïs et sorgho) ont bouclé leur cycle et les récoltées sont en cours ou terminées par endroit notamment pour ce qui concerne le maïs. Par contre, les séquences sèches enregistrées dans le sahel occidental ont perturbé le développement des cultures notamment le sorgho et le mil.

Sur le plan phytosanitaire, la situation est globalement calme et sous contrôle au regard des capacités d'intervention très appréciables déployées par les services de protection des végétaux. Toutefois, des dégâts importants ont été causés par les oiseaux granivores dans les cercles de Yélimané et Nioro (Région de Kayes). Des menaces de ces oiseaux granivores persistent dans la région de Mopti.

En dépit de l'aspect problématique de l'installation de la saison des pluies 2014/2015, la croissance des pâturages a connu une reprise satisfaisante avec le retour des pluies vers fin juillet et leur poursuite jusqu'en mi-octobre. Ceci a permis une amélioration de la production fourragère dans le pays. Toutefois, dans certaines zones de Nord-Kayes, Mopti, Tombouctou et Gao, une baisse de production de biomasses serait attendue du fait des déficits hydriques observés.

La situation zoo sanitaire demeure globalement calme malgré l'apparition de certains foyers de maladies pseudo-hydro-telluriques maîtrisées grâce aux interventions des services vétérinaires.

La situation alimentaire reste satisfaisante dans l'ensemble du pays. Elle s'améliorera davantage à la faveur des nouvelles récoltes qui s'étaleront de novembre à décembre. Les marchés sont caractérisés par des offres et des demandes des produits agricoles comparables à celles d'une année normale à la même période.

La situation de la crise de la fièvre à virus Ebola qui sévit en Guinée Conakry n'a pas affecté le fonctionnement des marchés et les prix ont gardé la même tendance tout au long de la campagne agropastorale. Toutefois, une perturbation du flux de ravitaillement a été observée dans le nord de la région de Kayes suite à la fermeture de la

frontière par la Mauritanie. Les prix de certaines denrées (huile, sucre, pâtes alimentaires, etc) ont connu une tendance haussière. La reprise timide des flux commerciaux pourrait améliorer le fonctionnement du marché.

Les prix des denrées connaissent une tendance de la stabilité à la baisse sur les marchés surtout concernant les légumineuses. Cette tendance pourrait se maintenir à la faveur des bonnes perspectives de récoltes. Cependant les stocks de report sont globalement faibles au niveau des producteurs, mais leur niveau est important chez les commerçants.

La situation nutritionnelle reste globalement sérieuse au niveau national au regard des résultats de la dernière enquête réalisée en juillet-août 2014. Cette situation demeure encore plus sérieuse dans certains cercles des régions de Kayes, Tombouctou, Ségou, Mopti.

Recommandations

- renforcer la surveillance de la menace des oiseaux granivores dans les zones exposées (Yélimané, Nioro, Nara et les zones rizicoles, etc.) ;
- Prendre les dispositions pour une meilleure organisation de la campagne de contre-saison céréalière et maraîchère là où c'est possible
- Faciliter l'écoulement des excédents potentiels de récolte de maïs et de riz pour soutenir les producteurs ;
- Veiller au respect des pistes de transhumance et d'accès aux points d'eau ;
- Inviter les éleveurs à se munir des certificats et autres papiers administratifs lors de transhumance
- Maintenir et renforcer l'assistance humanitaire pour les populations des régions nord (Kidal, Gao, Tombouctou) pour lesquelles les moyens d'existence restent affectés ;

ANNEXE

Tableau 19 : Répartition des productions prévisionnelles et des superficies de riz (Saison et Contre saison) selon les Offices 2014/2015

Systemes	Superficie prévue (ha)	Superficie réalisée (ha)	Superficie récoltable (ha)	Rendement en Kg/ha	Production prévisionnelle (tonne)	Pertes de superficies
ON MT	110 927	105 056		6 250	656 600	
ON CS	14 863	14 863		5 280	78 428	
ORS MT	100	100		6 000	600	
ORS SC	30 230	28 974		2 400	53 890	6 520
OPIB MT	2 494	2 471	2 463	5 064	12 513	8
OPIB CS	500	500		6 000	3 000	
ODRS MT	1 790	1 636		5 300	8 692	
ODRS CS	875	875		6 000	5 250	
ORM SC	30 900	27 337	22 980	2 102	57 450	4 357
ORM MT	2 100	1 921		6 000	11 526	
ORM CS	190	190		6 000	1 140	
DRA-PIV-Mopti	3 150	3 150		6 300	19 845	
ADRS MT	115	115		6 000	690	
ADRS SC	500	500		2 500	1 250	
ADRS CS	200	200		6 300	1 260	
Plaine de San et autres (DNA)	1 600	1 600		6 300	10 080	
DRA-PIV-Tombouctou	1 125	1 125		6 300	7 088	
DRA-PIV-Gao	500	500		6 300	3 150	
TOTAL Office	202 159	191 113		5 355	932 452	10 885

Tableau 20 : Prévision de Contre saison Céréales sèches

Régions	Structures	Cultures	Superficies (ha)	Rendement (kg/ha)	Production (tonne)
Kayes	DRA	Maïs de Décru	2 500	700	1 750
		Sorgho de Décru	5 200	900	4 680
	ADRS	Maïs Irrigué	155	2 419	375
		Maïs de Décru	2 000	700	1 400
Koulikoro	OPIB	Maïs Irrigué	200	2 000	400
		Niébé	320	700	224
Sikasso	DRA	Maïs Irrigué	190	2 500	475
	ODRS	Maïs Irrigué	75	2 800	210
Ségou	ON	Maïs Irrigué	2 080	6 500	13 520
		Blé	251	3 000	753
Tombouctou	DRA	Mil Irrigué	125	2 000	250
		Maïs Irrigué	35	3 000	105
		Maïs de Décru	700	2 600	1 820
		Sorgho Irrigué	1 630	1 531	2 495
		Blé	9 800	4 500	44 100
Gao	DRA	Blé	125	4 000	500
		Orge	105	3 000	315
Kidal	DRA	Maïs Irrigué	2	2	0
Bamako	DRA	Maïs Irrigué	250	250	63
TOTAL		Mil Irrigué	125	2 000	250
		Maïs Irrigué	2 987	3 203	15 148
		Maïs de Décru	5 200	1 333	4 970
		Sorgho Irrigué	1 630	1 531	2 495
		Sorgho de Décru	5 200	900	4 680
		Blé	10 176	3 833	45 353
		Orge	105	3 000	315
		Niébé	320	700	224